

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Seizième session de la Conférence des Parties
Bangkok (Thaïlande), 3 – 14 mars 2013

Informations complémentaires sur la proposition d'amendement CoP16 Prop. 44

FICHE D'INFORMATIONS ET FAQ SUR LA PROPOSITION
D'INSCRIRE LE REQUIN-TAUPE COMMUN À L'ANNEXE II

1. Le présent document est soumis par l'Irlande*, au nom des États membres de l'Union européenne agissant dans l'intérêt de l'Union européenne, en relation avec la proposition d'amendement CoP16 Prop. 44 sur le requin-taupe commun (*Lamna nasus*). Elle contient des informations complémentaires sur la proposition d'inscrire cette espèce à l'Annexe II de la CITES.
2. L'annexe 1 contient une fiche d'informations avec une vue d'ensemble des points les plus importants de la proposition et l'annexe 2 contient la réponse aux questions fréquentes (toutes deux sont fournies en anglais, arabe, espagnol, français et russe).

* Les appellations géographiques employées dans ce document n'impliquent de la part du Secrétariat CITES ou du Programme des Nations Unies pour l'environnement aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou zones, ni quant à leurs frontières ou limites. La responsabilité du contenu du document incombe exclusivement à son auteur.



© Doug Perrine / SeaPics.com



Proposition d'inscription du **requin-taupe à l'Annexe II** de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES)

L'Union européenne et ses 27 États membres (UE) ont, en collaboration avec le Brésil, l'Égypte, les Comores et la Croatie, soumis une proposition d'inscription du requin-taupe (*Lamna Nasus*) à l'Annexe II de la CITES, à être examinée lors de la 16ème Conférence des Parties (CoP 16) à la CITES. L'adoption de cette proposition exige une majorité des deux tiers des voix exprimées par les Parties présentes à la CoP 16.

Les populations de cette espèce ont connu un déclin marqué. Les stocks de l'Atlantique ont connu des déclinés historiques et récents les ayant fait passer largement sous la barre des 30 % du niveau de référence, de nombreux modèles d'évaluation de stocks ayant même fait état de déclinés de bien plus de 90 %. Les stocks des océans du Sud, échappant pour la plupart à toute gestion, ont récemment connu des déclinés les ramenant à environ 20-30 % du niveau de référence.

L'état du requin-taupe dans son milieu naturel

Le requin-taupe un prédateur épipelagique de niveau trophique élevé des mers boréales et tempérées dont la température varie entre 2 et 22 °C. Dans l'hémisphère Sud, on le trouve le long d'une bande circumglobale ; dans l'hémisphère Nord, il vit dans l'Atlantique Nord et la Méditerranée.

L'UICN classe le requin-taupe dans la catégorie des espèces vulnérables au niveau mondial et parmi les espèces gravement menacées d'extinction dans l'Atlantique du Nord-Est et la Méditerranée.

Menaces auxquelles fait face le requin-taupe

Le requin-taupe est un animal à sang chaud, à croissance lente, à maturité tardive (13 à 18 ans pour les femelles) et à faible fertilité (cinq petits en moyenne par femelle); sa période de gestation est de 8 à 9 mois. Ils sont hautement vulnérables à la surexploitation et mettent beaucoup de temps à se remettre d'une diminution de leur population. Par conséquent, les principales menaces auxquelles fait face le requin-taupe au niveau mondial sont les pêches ciblées, non durables et largement non documentées, visant à approvisionner le marché international de viande et d'ailerons de requins, ainsi que, en tant que menace secondaire, les pêches à la palangre ou encore les prises incidentes. En l'absence d'une gestion, les adultes et juvéniles de toutes les catégories d'âge sont ciblés.

Historiquement, le requin-taupe a fait l'objet d'une pression de la pêche particulièrement forte dans l'Atlantique du Nord-Est. En 2010, l'UE a décidé de fermer ses pêcheries et a fixé un quota zéro pour le requin-taupe. L'épuisement des stocks dans l'Atlantique du Nord-Est pourrait s'étendre à d'autres régions, puisque la pêche non réglementée et non durable du requin-taupe demeure répandue, notamment en haute mer, et puisque le requin-taupe des océans du Sud est encore plus vulnérable à la surexploitation, ayant une croissance plus lente et une maturité plus tardive (les femelles arrivent à l'âge de la reproduction entre 13 et 18 ans et les mâles, entre 8 et 11 ans) ainsi qu'une plus grande longévité (jusqu'à 65 ans).

Le requin-taupe remplit les critères d'inscription à l'Annexe II de la CITES

Le requin-taupe remplit les critères fixés par la CITES pour l'inscription à son Annexe II. Les évaluations de stocks font état de déclin passés marqués et de déclin récents jusqu'à moins de 30 % du niveau de référence pour les populations les plus importantes de l'Atlantique. L'exploitation des stocks plus petits dans les océans de l'hémisphère Sud échappe largement à toute gestion et n'est vraisemblablement pas durable, étant donné la stratégie biologique plus conservatrice de cette espèce dans les eaux méridionales.

L'espèce entre dans la catégorie de productivité de la FAO la plus basse des espèces les plus vulnérables : celles ayant un taux intrinsèque d'augmentation de la population $<0,14$ et un temps de génération >10 ans.

Lors de la CoP 15, la FAO, l'UICN, TRAFFIC et le Secrétariat de la CITES sont tous arrivés à la conclusion que les informations disponibles allaient dans le sens d'une proposition d'inscription de tous les stocks de requins-taupes à l'Annexe II de la CITES. De nombreuses Parties et de nombreux observateurs, dont le Canada, l'Égypte, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la FAO ont confirmé, lors du débat de la CdP 15, qu'une inscription à l'Annexe II soutiendrait les efforts internationaux en vue de conserver les requins en diminuant la pression exercée par la pêche, en venant compléter les mesures des ORGP et en fournissant des données importantes relatives à la gestion, à la pêche et au commerce.

Le Secrétariat de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) a confirmé pendant la CoP 15 que le requin-taupe ne fait l'objet d'aucune limite de prises dans le cadre de la CICTA. Cette situation n'a pas changé depuis. Si certains États de l'aire de répartition gèrent cette espèce dans les eaux relevant de leur compétence, le requin-taupe ne fait toujours l'objet d'aucune gestion efficace de la part des organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP), ce qui signifie qu'aucun stock n'est géré de manière efficace dans l'ensemble de son aire de répartition.

Effets d'une inscription du requin-taupe à l'Annexe II de la CITES

Les espèces inscrites à l'Annexe II de la CITES ne sont pas interdites de commerce international. Les pêcheries et la consommation locales ne sont pas affectées par quelque inscription que ce soit à une annexe de la CITES. Les espèces peuvent encore faire l'objet d'un commerce international à condition que les permis nécessaires aient été obtenus. Le but de ce système est de permettre aux autorités internationales de réguler le commerce des spécimens d'espèces afin d'éviter des utilisations incompatibles avec la survie de celles-ci, assurant ainsi l'utilisation durable des espèces pour les générations à venir.

Les conditions d'obtention de ces permis sont :

- 1) une attestation scientifique que l'exportation ne sera pas préjudiciable à la survie de l'espèce en question (cela peut comprendre la fixation de quotas de prises) ; et
- 2) une attestation de l'acquisition légale du spécimen. Par exemple, un requin-taupe capturé dans les eaux de l'UE après 2010 ne serait pas considéré légalement acquis.

Si la proposition d'inscription du requin-taupe à l'Annexe II est adoptée, l'on s'attend à une réduction considérable de la pression de pêche sur l'espèce. En outre, l'inscription inciterait à une meilleure communication des données relatives aux activités des pêcheries pour l'espèce et viendrait soutenir les efforts internationaux de gestion durable des pêcheries, tout en respectant l'utilisation historique du requin et en contribuant à assurer sa survie dans l'avenir.

La mise en œuvre ne pose pas des difficultés extraordinaires

La CITES a de solides antécédents en matière de régulation du commerce international des espèces marines inscrites à l'Annexe II, y compris l'esturgeon, le strombe géant et le napoléon.

L'identification des parties et des produits dérivés du requin-taupe dans le commerce n'est pas plus difficile que l'identification des produits d'autres espèces. La viande de requin-taupe est presque toujours identifiée en tant que telle en raison de sa grande valeur. Des guides génériques d'identification des ailerons de requin sont déjà disponibles. Des tests d'ADN rapides et peu coûteux sont disponibles afin de confirmer l'identification du requin-taupe aux fins de l'application de la Convention.

QUESTIONS LES PLUS SOUVENT POSÉES CONCERNANT LA PROPOSITION D'INSCRIPTION DU REQUIN-TAUPE

Le présent document vise à fournir aux Parties à la CITES des informations portant sur les raisons motivant la nouvelle proposition d'inscription du requin-taupe commun (*Lamna nasus*) à l'Annexe II de la CITES, à être soumise lors de la CoP 16 en 2013.

1) Pourquoi l'UE croit-elle que le requin-taupe devrait être inscrit à l'Annexe II de la CITES ?

- Le requin-taupe est présent dans les eaux tempérées de l'Atlantique Nord et des océans du Sud, où il fait l'objet de prises incidentes ou de pêches pélagiques ciblées en raison de sa chair et de ses ailerons très recherchés.
- Puisque le requin-taupe est une espèce à la croissance relativement lente et à la maturité tardive (en particulier les stocks des océans du Sud), il est très vulnérable à la surexploitation.
- Les évaluations conjointes des stocks de l'Atlantique Nord réalisées par la CICTA et le CIEM ont constaté des déclin historiques marqués jusqu'à moins de 30 % des effectifs de référence et des taux de déclin marqué récents de plus de 50 %. Plusieurs modèles d'évaluation des stocks font état de déclin dépassant largement les 90 %, ce qui signifierait que l'espèce remplit les critères d'inscription à l'Annexe I.
- Les évaluations de stocks et autres données conjoncturelles disponibles pour les océans du Sud, dont de grandes parties échappent à toute gestion, suggèrent des déclin récents jusqu'à 20 ou 30 % du niveau de référence.
- Les critères d'inscription du requin-taupe à l'Annexe II de la CITES en vertu de la Rés. Conf. 9.24 (Rev.Cop 15) sont clairement remplis.
- Si certains États de l'aire de répartition gèrent cette espèce dans les eaux relevant de leur compétence, les pêcheries ciblant le requin-taupe ne font l'objet d'aucune gestion de la part des organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP), et aucun stock n'est géré de manière efficace dans l'ensemble de son aire de répartition. La pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) en haute mer compromet les efforts nationaux visant à reconstituer les stocks transfrontaliers.
- Des mesures supplémentaires contraignantes sont requises à l'échelle mondiale afin de réglementer le commerce international et soutenir une exploitation durable des ressources halieutiques permettant la reconstitution des stocks épuisés.

2) Pourquoi l'UE songe-t-elle à soumettre une nouvelle proposition d'inscription de cette espèce à l'Annexe II de la CITES, malgré le rejet de la première proposition lors de la CoP 15 en 2010 ?

- En 2010, le groupe d'experts de la FAO, l'UICN, TRAFFIC et le Secrétariat de la CITES sont tous arrivés à la conclusion que les informations disponibles allaient dans le sens d'une proposition visant à inscrire tous les stocks de requin-taupe à l'Annexe II de la CITES.
- De nombreuses Parties et de nombreux observateurs, dont le Canada, l'Égypte, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la FAO ont confirmé, lors du débat de la CoP 15, qu'une inscription à l'Annexe II soutiendrait les efforts internationaux en vue de conserver les requins en diminuant la pression de pêche, en venant compléter les mesures des ORGP et en fournissant des données importantes relatives à la gestion, à la pêche et au commerce.
- Le Secrétariat de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), un organisme régional de gestion des pêches, a confirmé pendant la CoP 15 que le requin-taupe ne fait l'objet d'aucune limite de prises dans le cadre de la CICTA. Lors de la réunion de la CICTA de novembre 2012, les propositions visant à limiter les prises de requins-taupes ont à nouveau été rejetées.
- Bien que de nouvelles mesures de collecte des données, de conservation et de gestion aient été proposées depuis par des organismes régionaux des pêches et la Convention sur la

conservation des espèces migratrices, celles-ci ne réglementent pas le commerce international.

- La pêche non réglementée et non durable du requin-taube demeure répandue, notamment en haute mer. Les stocks n'ont toujours pas montré de signes de reconstitution. De plus, tout rétablissement qui découlerait de mesures nationales de gestion des pêches continuerait d'être compromis puisque ces pêches non viables approvisionnent le commerce international de la viande et des ailerons de requin-taube.

3) En quoi la proposition soumise lors de la CoP 16 (2013) différera-t-elle de celle soumise lors de la CoP 15 (2010) ?

- Les informations relatives à la gestion des pêcheries ont été mises à jour, de nouvelles données relatives aux captures et au commerce ont été ajoutées, et les données conjoncturelles disponibles ont été réévaluées. La nouvelle proposition démontre que tous les stocks remplissent les critères énumérés à la Res.Conf.9.24 (Rev.CoP 15) - aucun ne doit être inscrit en tant qu'espèce semblable (« look-alike »).

4) Pourquoi l'UE ne s'est-elle pas concentrée sur la gestion des requins dans l'Atlantique du Nord-Est, au lieu de s'engager en faveur de la conservation des stocks d'autres océans ?

- L'UE a adopté plusieurs mesures afin d'améliorer la situation dans l'Atlantique du Nord-Est (voir question 7).
- La demande européenne en viande de requin est satisfaite par des importations provenant du monde entier. Une consommation responsable exige que nous nous engagions en faveur de la conservation de tous les stocks de poissons affectés par les activités européennes.
- Les consommateurs européens exigent de plus en plus des produits issus de pêcheries durables. Les avis de commerce non préjudiciable (ACNP) de la CITES peuvent fournir le gage de durabilité recherché par le public.
- L'épuisement des stocks dans l'Atlantique du Nord-Est pourrait s'étendre à d'autres régions, à moins qu'une réglementation du commerce international ne soit introduite afin de soutenir et compléter les mesures de gestion durable de la pêche ayant déjà été adoptées par certains États de l'aire de répartition.

5) Les pêcheries de requins et le commerce international des produits issus du requin peuvent-ils continuer après que des espèces de requins ont été listées à l'Annexe II et, si oui, comment ce commerce peut-il être réglementé ?

- Une inscription à l'Annexe II de la CITES n'interdit pas le commerce international (seule une inscription à l'Annexe I aurait cette conséquence).
- Les pêcheries et la consommation locales ne sont pas affectées par quelque inscription que ce soit à une annexe de la CITES.
- Des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II de la CITES peuvent faire l'objet d'échanges internationaux si leurs populations et les pêcheries qui les exploitent sont gérées de façon durable. Des documents courants de la CITES, y compris les ACNP, autorisent de tels échanges (voir aussi question 11).
- Lorsque la durabilité de leurs activités est attestée, les pêcheurs peuvent exiger des prix plus élevés. C'est pourquoi la certification des pêcheries est devenue si populaire.

6) Pourquoi l'UE ne laisse-t-elle pas la tâche du rétablissement des populations de requins aux organismes de gestion de la pêche, aux limites de prises et à d'autres mesures déjà en place ?

- De nombreuses populations de requins-taupes continuent d'échapper à toute gestion, ou font seulement l'objet d'une gestion incomplète au sein d'une partie de leur aire de

répartition. Les organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP) ont refusé d'adopter des propositions visant à introduire des limites de prises pour certains requins en haute mer, y compris le requin-taupe.

- Les populations épuisées ne peuvent pas attendre. Le rétablissement des populations de requins est une tâche de plusieurs décennies. Les mesures de gestion doivent être renforcées aussi rapidement et aussi efficacement que possible.
- Plusieurs États de l'aire de répartition, la FAO et la CICTA ont convenu lors de la CoP 15 que les stocks de requins-taupes bénéficieraient d'une inscription à l'Annexe II étant donné que la réglementation du commerce international complète les mesures traditionnelles de gestion des pêcheries.

7) Quelles mesures ont été mises en œuvre par les États membres de l'UE en faveur des populations de requins ?

- L'UE a adopté en février 2009 un Plan d'action pour la conservation et la gestion des requins et elle participe activement à la promotion des mesures de conservation des requins au sein des organismes régionaux des pêches dans le monde entier.
- Depuis 2010, toutes les pêcheries ciblées et les prises incidentes de requins-taupes sont interdites dans la zone économique exclusive (ZEE) et les eaux côtières de l'UE, tout comme les prises internationales de requins-taupes par les navires de l'UE.
- Les États membres de l'UE ont signé le « Mémoire d'entente sur la conservation des requins migrateurs » dans le cadre de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CEM). Sept espèces de requins, y compris le requin-taupe, sont inscrites à l'Annexe de ce mémorandum. Un plan de conservation a été adopté lors de la 1^{ère} réunion des signataires de ce mémorandum d'entente, en septembre 2012.
- Les consommateurs au sein de l'UE et la politique commerciale de cette dernière accordent de plus en plus d'importance aux produits issus de la pêche durable ; une inscription à l'Annexe II de la CITES permettra l'importation de tels produits.
- L'UE a inscrit le requin-taupe à l'Annexe III de la CITES en 2012 afin d'encourager la coopération internationale pour le contrôle des échanges de spécimens de cette espèce.

8) Une inscription du requin-taupe à l'Annexe II de la CITES ne constituerait-elle pas une protection des pêcheries européennes, puisque les requins capturés et commercialisés au sein du marché commun européen ne seraient pas soumis aux restrictions de la CITES ?

- Toutes les pêcheries de cette espèce au sein de l'UE (voir ci-dessus) ont été fermées. Il n'y a donc aucun commerce intérieur de produits du requin-taupe issus de pêcheries européennes.
- Les produits du requin faisant l'objet d'échanges au sein de l'UE proviennent principalement de stocks extérieurs à l'UE. Ce commerce intérieur de produits générés à l'extérieur de l'UE est répandu et soumis au même règlement CITES que tout autre commerce de produits dérivés d'espèces inscrites à la CITES provenant de l'extérieur de l'UE.
- Par conséquent, une inscription à la CITES ne peut pas avoir pour effet de générer un avantage pour les pêcheries de l'UE par rapport aux pêcheries des Parties à la CITES non membres de l'UE. Elle favorisera plutôt les autres Parties disposant de pêcheries durables et pouvant exporter des produits du requin-taupe vers l'UE.

9) Une inscription du requin-taupe à l'Annexe II de la CITES aurait-elle un impact sur la culture asiatique ?

- Cette proposition découle d'une préoccupation vis-à-vis de la consommation traditionnelle et non durable de viande de requin en Europe. Elle ne vise aucune culture ou Partie à la CITES en particulier, et l'UE ne pratique pas de discrimination à l'encontre de quelque autre

utilisation traditionnelle que ce soit de produits du requin. Les pêcheries locales et la consommation intérieure des requins capturés ne seront pas affectées par une inscription à la CITES.

- Notre objectif est de promouvoir la gestion durable des populations de requins. Une pêche durable garantira que les produits du requin demeureront disponibles à long terme et pourront être utilisés dans la cuisine européenne comme asiatique.

10) *Comment peut-on assurer la durabilité des pêcheries de requin-taupe ?*

- La CITES a de solides antécédents en matière de régulation du commerce international des espèces marines inscrites à l'Annexe II, y compris l'esturgeon, le strombe géant et le napoléon.
- Émettre des avis de commerce non préjudiciable pour les requins, et donc pour le requin-taupe, ne représente pas un obstacle important. Plusieurs publications de la FAO et la CITES fournissent ici des orientations précieuses.¹ On s'attend à ce que les ACNP soient, dans la majorité des cas, émis sur la base de la mise en œuvre de mesures "traditionnelles" des pêcheries, s'appuyant sur des évaluations de stocks et des mesures de gestion telles que la fixation de quotas ou de mesures techniques. Chaque Partie demeurera libre d'appliquer la méthodologie et les outils adaptés à sa situation particulière.

11) *N'est-il pas difficile de distinguer les ailerons et la viande du requin-taupe et ceux d'autres espèces de requins inscrites à la CITES ou non protégées ?*

- L'identification des parties et des produits dérivés du requin-taupe dans le commerce n'est pas plus difficile que l'identification des produits d'autres espèces. La viande de requin-taupe est presque toujours identifiée en tant que telle en raison de sa grande valeur. Un guide d'identification des ailerons de requin-taupe est déjà disponible²**Fehler! Hyperlink-Referenz ungültig.** L'élaboration de guides visuels améliorés fera l'objet d'une révision pendant la période de 18 mois suivant la CoP, en amont de la mise en œuvre de l'inscription.
- Des tests d'ADN rapides et peu coûteux sont disponibles afin de confirmer l'identification du requin-taupe aux fins de l'application de la Convention. Ces techniques d'identification moléculaire peuvent même distinguer les stocks de l'Atlantique Nord des stocks méridionaux.
- Il importera d'utiliser des codes de marchandise spécifiques à chaque espèce et des guides d'identification pour la viande et les ailerons du requin-taupe, et d'améliorer la traçabilité

¹ 1) ROSSER, A. & HAYWOOD, M. (Comp.)(2002): Guidance for CITES Scientific Authorities - Checklist to assist in making non-detriment findings for Appendix II exports. - Occasional Paper of the IUCN Species Survival Commission, No. 27, 146 pp. IUCN Gland/Switzerland and Cambridge/United Kingdom. ISBN 2-8317-0684-X.

2) MUSICK, J.A. & BONFIL, R. (2005): Management techniques for elasmobranch fisheries. - FAO Fisheries Technical Paper, 474, xi + 261 pp. Rom (FAO). ISSN 0429-9345.

3) CITES (2006): Implementation of CITES Shark Listings. Document prepared by the Shark Working Group of the Animals Committee. (<http://www.cites.org/eng/com/ac/22/E22-17-2.pdf>)

4) GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Making Non-Detriment Findings for Sharks - Elaboración de dictámenes de extracción no prejudicial para Tiburones. In: GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Sharks: Conservation, Fishing and International Trade - Tiburones: conservación, pesca y comercio internacional. 236 pp. Madrid (Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino). ISBN 978-84-8320-474-0.

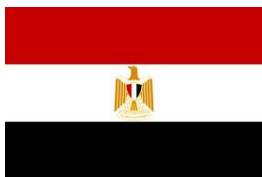
5) International Expert Workshop on CITES Non-Detriment Findings, Cancun/Mexico, November 17-22 2008. (http://www.conabio.gob.mx/institucion/cooperacion_internacional/TallerNDF/taller_ndf.html)

²http://www.pewenvironment.org/uploadedFiles/PEG/Publications/Other_Resource/Shark%20Fin%20ID%20Guide%201%2024%2012.pdf

des produits des pêcheries jusqu'aux consommateurs ; cependant, cela est également nécessaire afin de soutenir les techniques traditionnelles de gestion des pêches.



©Doug Perrine / SeaPics.com



Proposal to list the
Porbeagle in Appendix II
of the Convention on International Trade in
Endangered Species (CITES)

The European Union and its 27 Member States (EU) have - together with Brazil, Egypt, the Comoros and Croatia - submitted a proposal for consideration at the 16th Meeting of the Conference of the Parties (COP 16) to CITES to include the Porbeagle (*Lamna Nasus*) in Appendix II of CITES. Adoption of this proposal requires a two-thirds majority of CITES Parties present and voting at COP 16.

Populations of the species have declined markedly. Atlantic stocks historically and recently declined to significantly less than 30% of baseline, several stock assessment models indicating declines of significantly over 90%. The largely unmanaged Southern Oceans stocks recently declined to some 20–30% of baseline.

The Porbeagle and its Status in the Wild

The Porbeagle is an epilagic top predator in boreal and temperate seas of 2-22 °C. In the Southern Hemisphere it is found in a circumglobal band, in the Northern Hemisphere it is distributed in the North Atlantic Ocean and Mediterranean.

The IUCN classifies the Porbeagle as **Vulnerable globally** and as **Critically Endangered** in the northeast Atlantic and the Mediterranean.

FREQUENTLY ASKED QUESTIONS REGARDING THE PORBEAGLE LISTING PROPOSAL

This document is intended to provide CITES Parties with information on the reasons for resubmitting the proposal to list the Porbeagle (*Lamna nasus*) in Appendix II of CITES, for adoption at CoP 16 in 2013.

1) Why does the EU believe that a CITES Appendix II listing is required for the Porbeagle?

- Porbeagles occur in the temperate waters of the North Atlantic and Southern Oceans, where they are taken in target and incidental pelagic fisheries because of their highly valued meat and fins.
- As relatively slow-growing and late maturing shark species (particularly the Southern Oceans stocks) the Porbeagle is highly vulnerable to over-exploitation in fisheries.
- Joint assessments of North Atlantic stocks by ICCAT and ICES have identified marked historical extents of decline to less than 30% of baseline and marked recent rates of declines exceeding 50%. Indeed, several stock assessment models indicate declines of significantly over 90%, thus qualifying for consideration for listing in Appendix I.
- Stock assessments and other trend data available for the largely unmanaged Southern Oceans stocks indicate recent declines to some 20–30% of baseline.
- The criteria for a listing of Porbeagle in CITES Appendix II, according to Res. Conf. 9.24 (Rev.Cop15), are clearly met.
- While some Range States manage this species within their waters, Porbeagle fisheries are not managed by any of the Regional Fisheries Management Organizations (RFMO) nor is any stock managed effectively throughout its range. IUU high seas fisheries endanger national efforts to rebuild transboundary stocks.
- Additional and legally binding global action to regulate international trade is needed to support the sustainable exploitation of fisheries and enable recovery of depleted stocks.

2) Why is the EU resubmitting a proposal to list this species in CITES Appendix II, despite its rejection at CITES CoP 15 in 2010?

- In 2010, the FAO Expert Panel, IUCN, TRAFFIC and the CITES Secretariat all concluded that the evidence supported the proposal to include all Porbeagle stocks in CITES Appendix II.
- Many Parties and observers, including Canada, Egypt, New Zealand, Norway and FAO, confirmed during the debate at CoP 15 that an Appendix II listing would assist international efforts to conserve sharks by relieving fishing pressure, complementing RFMO measures, and providing important data on management, harvesting and trade.
- The Secretariat of the International Commission for the Conservation of Atlantic Tuna regional fisheries management organisation (ICCAT) confirmed during CoP 15 that within ICCAT there are no Porbeagle catch limits. The November 2012 ICCAT meeting again rejected proposals to limit Porbeagle catches.
- Although some new data collection, conservation and management measures have since been proposed by regional fisheries bodies and the Convention on Migratory Species, these do not regulate international trade.
- Unregulated, unsustainable fishing of Porbeagle stocks is still widespread, particularly on the high seas. Not only have stocks not yet shown signs of rebuilding, but recovery through national fisheries management measures continues to be put at risk as these unsustainable fisheries supply international trade in Porbeagle meat and fins.

3) How will the proposal for CoP16 (2013) differ from that submitted to CoP15 (2010)?

- Fisheries management information has been updated, new catch and trade data added, and available trend data re-evaluated. The new proposal demonstrates that all stocks meet the criteria in Res. Conf. 9.24 (Rev. CoP15) – none need be listed as ‘look-alike’.

4) Why has the EU not focussed on the management of sharks in the Northeast Atlantic, instead of engaging in the conservation of stocks in other oceans?

- The EU has taken several measures to improve the situation in the Northeast Atlantic, see question 7.
- European demand for shark meat is supplied by exports from all over the world. Responsible consumption requires our engagement in the conservation of all fish stocks affected by European activities.
- European consumers increasingly demand products from sustainable fisheries. CITES non-detriment findings (NDF) can provide the assurance of sustainability sought by the public.
- The depletion of stocks in the Northeast Atlantic could become the blueprint for other areas, unless international trade regulation is introduced to support and extend the sustainable fisheries management measures already adopted by some range States.

5) Can shark fisheries and international trade in shark products continue after shark species have been listed in Appendix II and, if so, how can this trade be regulated?

- A CITES Appendix II listing does not prohibit international trade for commercial purposes (only a listing in Appendix I would do this).
- Local fisheries and domestic consumption are not affected by any CITES listing.
- Specimens of species listed in CITES Appendix II can be traded internationally if their populations and the fisheries that exploit them are sustainably managed. Routine CITES documentation, including NDF, would authorise such trade (see also question 11).
- If sustainability is proven, higher prices can be achieved by fishermen. This is why fisheries certification has become so popular.

6) Why doesn't the EU leave the task of shark population recovery to fisheries management bodies, catch restrictions and other existing measures?

- Several populations of Porbeagle remain unmanaged, or only partly managed within their range. RFMOs have declined to adopt proposals to introduce catch limits for some high seas shark catches, including for Porbeagles.
- Depleted populations cannot wait. Recovery of shark populations takes many decades. Management measures need to be strengthened as soon and as effectively as possible.
- Several range States, FAO and ICCAT agreed at CoP15 that an Appendix II listing for the Porbeagle would benefit stocks, because international trade regulation complements traditional fisheries management measures.

7) Which measures have been implemented by EU Member States to benefit shark populations?

- The EU adopted a Community Plan of Action for sharks (CPOA) in February 2009 and plays an active part in promoting shark conservation measures in Regional Fisheries Bodies worldwide.
- Since 2010, all target fisheries and bycatch of Porbeagle in the EU's Exclusive Economic Zone (EEZ) and Coastal Waters, and all international catches of Porbeagle by EU vessels are prohibited.

- EU Members have signed the "Memorandum of Understanding (MoU) on the Conservation of Migratory Sharks" under the Convention of Migratory Species (CMS). The Annex to this Memorandum lists seven shark species, including Porbeagle. A conservation plan was adopted at the 1st Meeting of Signatories to this MoU in September 2012.
- EU consumer awareness and EU trade policy increasingly focus on sustainable fish products; a CITES Appendix II listing will deliver imports from sustainable fisheries.
- The EU listed the Porbeagle in CITES Appendix III in 2012 in order to foster international cooperation for the control of trade in specimens of this species.

8) *Wouldn't a Porbeagle listing in CITES Appendix II protect European fisheries, since sharks caught and traded within the Common European Market would not be subject to CITES restrictions?*

- All EU fisheries for this species have been closed (see above). There is, therefore, no internal trade in Porbeagle shark products derived from European fisheries.
- Internal EU trade is mainly of shark products derived from stocks from outside the EU. Such internal trade of products generated outside the EU is common and subject to the same CITES regulation as all other trading in CITES listed species stemming from outside the EU.
- Therefore, a CITES listing cannot create any advantage for EU fisheries over the fisheries of non-EUCITES Parties. Indeed, it will favour other Parties with sustainable fisheries that can export Porbeagle products to the EU.

9) *Would a CITES Appendix II listing for Porbeagle interfere with Asian culture?*

- This proposal arises from concern regarding the traditional and unsustainable consumption of shark meat in Europe. It does not target any specific culture or CITES Party, neither does the EU discriminate against any other traditional uses of shark products. Local fisheries and domestic consumption of landings will not be affected by CITES.
- We aim to promote the sustainable use of shark populations. Sustainable fishing will ensure that shark products remain available in the long term for both European and Asian cuisines.

10) *How can sustainability of fisheries in Porbeagle be ensured?*

- CITES has a strong track record for regulating international trade in marine species listed in Appendix II, including Sturgeon, Queen Conch and Humphead Wrasse.
- Making non-detriment findings for sharks and therefore also for the Porbeagle constitutes no serious obstacle. Several FAO and CITES publications provide essential guidance for this assessment.¹ In the majority of the cases, it is expected that the making of NDF will rely on the implementation of "traditional" fisheries measures, based on stock assessments and management measures such as the setting of quotas, or of technical measures. Each Party will remain free to apply the

¹ 1) ROSSER, A. & HAYWOOD, M. (Comp.) (2002): Guidance for CITES Scientific Authorities - Checklist to assist in making non-detriment findings for Appendix II exports. - Occasional Paper of the IUCN Species Survival Commission, No. 27, 146 pp. IUCN Gland/Switzerland and Cambridge/United Kingdom. ISBN 2-8317-0684-X.

2) MUSICK, J.A. & BONFIL, R. (2005): Management techniques for elasmobranch fisheries. - FAO Fisheries Technical Paper, 474, xi + 261 pp. Rom (FAO). ISSN 0429-9345.

3) CITES (2006): Implementation of CITES Shark Listings. Document prepared by the Shark Working Group of the Animals Committee. (<http://www.cites.org/eng/com/ac/22/E22-17-2.pdf>)

4) GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Making Non-Detriment Findings for Sharks - Elaboración de dictámenes de extracción no perjudicial para Tiburones. In: GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Sharks: Conservation, Fishing and International Trade - Tiburones: conservación, pesca y comercio internacional. 236 pp. Madrid (Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino). ISBN 978-84-8320-474-0.

5) International Expert Workshop on CITES Non-Detriment Findings, Cancun/Mexico, November 17-22 2008. (http://www.conabio.gob.mx/institucion/cooperacion_internacional/TallerNDF/taller_ndf.html)

methodology and tools adapted to its specific situation.

11) Isn't it difficult to distinguish between fins and meat of Porbeagle and other CITES listed or unprotected shark species?

- The identification of Porbeagle parts and derivatives in trade is no more difficult than the products of other species. Porbeagle meat is nearly always declared as such because of its high value. A guide to the identification of Porbeagle fins is already available². The development of improved visual guides will be reviewed during the 18 month period after the CoP before listing comes into effect.
- Rapid and inexpensive DNA tests are available to confirm the identification of Porbeagle for enforcement purposes. These molecular identification techniques can even distinguish between North Atlantic and Southern stocks.
- It will be important to utilise species-specific commodity codes and identification guides for Porbeagle meat and fins, and to improve tracking from fisheries to consumers, but this is also necessary to support traditional fisheries management techniques.

²http://www.pewenvironment.org/uploadedFiles/PEG/Publications/Other_Resource/Shark%20Fin%20ID%20Guide%201%2024%2012.pdf

Threats to the Porbeagle

Porbeagles are warm-blooded, slow-growing, late maturing (females 13-18 years), have a gestation time of 8-9 months and a small number of young (average 5 pups). They are highly vulnerable to over-exploitation and very slow to recover from depletion. Therefore, the principal threats to Porbeagle worldwide are unsustainable, and largely undocumented, target fisheries to supply the international shark meat and fin trade, and as a secondary threat long-line catch or bycatch. In the absence of management, adults and juveniles of all age-classes are targeted.

Historically, the Porbeagle has been subject to fishing pressure especially in the Northeast Atlantic. The EU decided to close its fisheries and set a zero quota for Porbeagle in 2010. The depletion of stocks in the Northeast Atlantic could become the blueprint for other areas, because unregulated and unsustainable fishing of Porbeagle stocks is widespread, particularly on the high seas, and because Southern Ocean Porbeagles are even more vulnerable to over-exploitation, being slower growing and later maturing, with higher longevity (females reaching reproductive age at 13-18 years, males at 8-11 years) and living for up to 65 years.

The Porbeagle qualifies for a CITES Appendix II listing

The Porbeagle meets the listing criteria for Appendix II listing under CITES. Stock assessments describe marked historic and recent declines to significantly less than 30% of baseline for the largest Atlantic populations. Exploitation of smaller stocks in Southern Hemisphere oceans is largely unmanaged and unlikely to be sustainable, given the more conservative life history strategy of the species in southern waters.

The species falls into FAO's lowest productivity category of the most vulnerable species: Those with an intrinsic rate of population increase of <0.14 and a generation time of >10 years.

At COP 15, the FAO, IUCN, TRAFFIC and the CITES Secretariat all concluded that the evidence supported the proposal to include all Porbeagle stocks in Appendix II. Many Parties and observers, including Canada, Egypt, New Zealand, Norway and FAO, confirmed during the debate at COP 15 that an Appendix II listing would assist international efforts to conserve sharks by relieving fishing pressure, complementing RFMO measures, and providing important data on management, harvesting and trade.

During COP 15 the Secretariat of the International Commission for the Conservation of Atlantic Tuna regional fisheries management organisation (ICCAT) confirmed that there are no Porbeagle catch limits within ICCAT. This situation has not changed since. While some Range States manage this species within their waters, it is still not effectively managed by any of the Regional Fisheries Management Organizations (RFMO) nor, therefore, is any stock managed effectively throughout its range.

Effects of Listing the Porbeagle in Appendix II of CITES

Species that are listed in Appendix II of CITES are not banned from international trade. Local fisheries and domestic consumption are not affected by any CITES listing. Rather, the species can still be traded internationally when accompanied by the appropriate permits.

The purpose of this permitting system is to enable international authorities to regulate the trade in specimens of species in order to avoid uses incompatible with their survival, thereby ensuring the sustainable use of the species for generations to come.

These permits require:

- 1) a scientific finding that the export will not be detrimental to the survival of that species (this may include setting quotas for the maximum allowable catch); and
- 2) a finding that the specimen was legally acquired. For example, Porbeagles caught in EU waters after 2010 would not be considered legally acquired.

If the Porbeagle proposal for inclusion in Appendix II is adopted, it is expected to significantly reduce the fishing pressure on the species, incentivise better reporting of fisheries for the species, underpin international efforts at sustainable fisheries management, while still respecting historic use of the shark and helping to ensure its survival in the future.

Implementation Does Not Pose Extraordinary Difficulties

CITES has a strong track record for regulating international trade in marine species listed in Appendix II, including Sturgeon, Queen Conch and Humphead Wrasse.

The identification of Porbeagle parts and derivatives in trade is no more difficult than the products of other species. Porbeagle meat is nearly always declared as such because of its high value. Generic guides to the identification of shark fins are already available. Rapid and inexpensive DNA tests are available to confirm the identification of Porbeagle for enforcement purposes.

مقترح لإدراج

البوربيغل [نوع صغير من سمك القرش] في الملحق رقم 2

من الاتفاقية حول التجارة الدولية في الأصناف المهددة (سايتس)

شعار كرواتيا

قام الاتحاد الأوروبي بأعضائه السبعة والعشرين تشاركهم البرازيل ومصر وجزر القمر وكرواتيا بتقديم مقترح للنظر فيه في الاجتماع السادس عشر (كوب 16) لمؤتمر فرقاء سايتس من أجل إدراج البوربيغل (لامنا ناسوس *Lamna Nasus*) في الملحق رقم 2 لسايتس. إن تبني هذا المقترح يتطلب أغلبية الثلثين من فرقاء سايتس الحاضرين في كوب 16 والذين يباشرون التصويت .

شعار جزر القمر

شعار البرازيل

إن تجمعات هذا الصنف قد تقلصت بشكل لافت. لقد هبط المخزون التاريخي من هذا الصنف في المحيط الأطلسي مؤخرا إلى أقل بكثير من 30% عن الخط القاعدي وبينت عدة نماذج لتقويم المخزون مستويات من الهبوط تزيد كثيرا على 90%. إن مخزون المحيطات الجنوبية، وهو في الغالب غير خاضع للرصد، قد تدنى مؤخرا حوالي 20 – 30 % عن الخط القاعدي. ش

شعار مصر

البوربيغل ووضعه في الحياة البرية

البوربيغل مفترس متميز يعيش في أبعاد البحار الشمالية المعتدلة وفي درجة حرارة تتراوح من 2 – 22 درجة مئوية. وهو يتوزع في القسم الجنوبي من الكرة الأرضية على نطاق يحيط بالأرض بينما يتوزع في القسم الشمالي من الكرة الأرضية في شمال المحيط الأطلسي وفي البحر الأبيض المتوسط.

إن الاتحاد الدولي للمحافظة على الطبيعة (IUCN) يصنف البوربيغل على أنه معرض للتهديد على صعيد عالمي وأنه مهدد بشكل حرج في الشمال الشرقي من الأطلسي وفي الأبيض المتوسط.

التهديدات التي يتعرض لها البوريغل

البوريغل من الحيوانات الدافئة الدم، بطيئة النمو والتي يتأخر بلوغها (الإناث تتطلب بين 13 – 18 عاما)، ولها مدة حمل من 8 – 9 أشهر وتلد عددا صغيرا من الأجنة (المعدل هو خمسة أجنة). وهي مهددة جدا بالاستغلال فوق العادي وبطيئة جدا في التعافي من الاستنزاف. لذلك فإن التهديدات الرئيسية للبوريغل على الصعيد العالمي تكمن في السماكات غير المأمونة الآثار والتي هي إلى حد كبير غير موثقة المقصود منها تزويد التجارة الدولية بلحم أسماك القرش وزعانفها؛ وتكمن التهديدات الثانوية في الصيد بالحبال الطويلة أو كمحصول ثانوي. وفي غياب الإدارة اللازمة فإنه يجري استهداف أسماك البوريغل البالغة واليافعة السن من جميع مستويات الأعمار.

من ناحية تاريخية، خضع البوريغل لوطأة ضغط التصيد خاصة في شمال شرق الأطلسي. وقد قرر الاتحاد الأوروبي إغلاق السماكات الخاصة به وتحديد حصة نسبية للبوريغل قدرها صفر لعام 2010. يمكن أن يصبح استنزاف المخزون في شمال شرق الأطلسي المقياس القاعدي لمناطق أخرى لأن السعي لاصطياد مخزون البوريغل غير المنظم وغير مأمون الآثار قد غدا شائعا، خاصة في أعالي البحار، ولأن البوريغل في المحيطات الجنوبية أكثر عرضة للاستغلال غير العادي باعتبار أن نموه أبطأ وبلوغه أكثر تأخرا وله معدل أكبر من العمر (تبلغ الإناث سن التناسل بين 13 و 18 عاما ويبلغ الذكور هذا السن بين 8 و 11 عاما) ويمكن أن يعيش 65 عاما.

البوريغل مؤهل لأن يدرج في الملحق رقم 2 لسائيس

تتوفر في البوريغل معايير الإدراج المطلوبة للإدراج في الملحق رقم 2 لسائيس. إن تقويمات المخزون قد سجلت تدنيات تاريخية وحديثة لأكثر المجموعات الأطلسية إلى درجة تقل بشكل خطير عن 30% من الخط القاعدي. وبالنظر للاستراتيجية الأكثر محافظة لتاريخ حياة هذا الصنف في المياه الجنوبية فإن استغلال المخزون الأصغر في محيطات القسم الجنوبي من الكرة الأرضية يتم في الغالب بشكل غير منظم ويرجح أن له آثارا غير مأمونة. إن هذا الصنف يندرج ضمن أدنى فئات التناسل المحددة لدى منظمة الأغذية والزراعة للأصناف المهددة أكثر من غيرها، وهي تلك التي يكون المعدل الأساسي لزيادة تعدادها أقل من 0,14 ويكون عمر أجيالها أكثر من عشر سنوات.

إن أمانات سر كل من منظمة الأغذية والزراعة والاتحاد الدولي للمحافظة على الطبيعة وشبكة رصد الاتجار بالحياة البرية وفرقاء الاتفاقية حول التجارة الدولية في الأصناف المهددة إستنتجت في اجتماع كوب 15 أن هنالك من الأدلة ما يساند المقترح بإدراج كامل مجموعات مخزون البوريغل في الملحق رقم 2. وقد أكد كثير من الفرقاء والمراقبين خلال النقاش في اجتماعات كوب 15، بما فيهم كندا ومصر ونيو زيلند والنرويج ومنظمة الأغذية والزراعة، أن الإدراج في الملحق رقم 2 سوف يساعد الجهود الدولية للمحافظة على سمك القرش من خلال إزالة ضغط التصيد وإتمام تدابير منظمة الإدارات الإقليمية للسماكات وتوفير بيانات هامة عن الإدارة والتصيد والاتجار.

أثناء اجتماعات كوب 15، أكدت منظمة إدارة مصائد الأسماك الإقليمية التابعة لأمانة سر اللجنة الدولية للمحافظة على سمك التونا في الأطلسي أنه لا توجد تحديدات مقررّة لاصطياد البوريغلا لدى هذه المنظمة. ولم تتغير هذه الوضعية منذ ذلك الوقت. وفي حين أن بعض دول النطاق تتحكم بإدارة هذا الصنف ضمن مياهاها فإنه لا يدار بشكل فعال من قبل أي من منظمات إدارة مصائد الأسماك الإقليمية وبالتالي ليست هنالك إدارة فعالة لأي مخزون ضمن كامل نطاقها.

آثار إدراج البوريغلا ضمن الملحق رقم 2 لساييتس

إن الأصناف المدرجة في الملحق رقم 2 لساييتس غير محظورة على التجارة الدولية. إن السماكات المحلية والاستهلاك المحلي لا يتأثران بأي إدراج ضمن ساييتس. والأصح أنه ما زال بالإمكان الاتجار بهذه الأصناف دوليا عندما يترافق ذلك مع الأذونات المناسبة.

إن الغرض من هذا النظام للأذونات هو تمكين السلطات الدولية من تنظيم الاتجار بنماذج من الأصناف من أجل تجنب الاستخدامات غير المتفقّة مع بقائها وبالتالي تأكيد الاستخدام المأمون الآثار لهذه الأصناف لعدة أجيال مقبلة.

إن هذه الأذونات تتطلب:

- 1) تحقّقا علميا من أن التصدير لن يكون معوقا لبقاء ذلك الصنف (وقد يشمل هذا تقرير حصص لمقدار الصيد الأقصى المسموح به)؛ و
- 2) التحقق من أن العينة قد تم الحصول عليها بشكل قانوني. على سبيل المثال، إن أسماك البوريغلا التي يتم اصطيادها في مياه الاتحاد الأوروبي بعد 2010 لا تعتبر صيدا تم الحصول عليه بشكل قانوني.

إذا تم تبني المقترح بإدراج البوريغلا في الملحق رقم 2 فإن المتوقع أن يؤدي ذلك إلى تقليص ضغط التصيد عن هذا الصنف بشكل هام، أن يحفز إصدار تقارير أفضل من السماكات حول الصنف وأن يدعم المحاولات الدولية لمساندة إدارة السماكات المأمونة الآثار في الوقت نفسه الذي يحترم فيه الاستغلال التاريخي لسمك القرش ويساعد على تأكيد بقائه في المستقبل.

التطبيق لا يشكل صعوبات استثنائية

تمتلك ساييتس سجلا تاريخيا قويا في تنظيم التجارة الدولية بالأصناف البحرية المدرجة في الملحق رقم 2 بما في ذلك سمك الحفش [الذي يُستخرج منه الكافيار] والمحار الضخم وسمك اللبروس المحدّب.

إن التعرف على أجزاء البوريغل ومشتقاتها التي يتم الاتجار بها ليس أكثر صعوبة من التعرف على منتجات أصناف أخرى. إن لحم البوريغل يجري الإعلان عنه دائما تقريبا بمسماه بسبب قيمته العالية. وهناك كتب فيها دليل على الأجناس تمكّن من التعرف على زعانف القرش كما أن هنالك أيضا فحوصات سريعة وغير مكلفة للحمض الريبي النووي (DNA) لتأكيد التعرف على البوريغل لأغراض تطبيق النظام.

أسئلة كثيرة التردد حول مقترح إدراج البوريغول

المقصود من هذه الوثيقة تزويد فرقاء سايتس بمعلومات عن أسباب إعادة تقديم مقترح إدراج البوريغول (لامنا ناسوس *Lamna nasus*) في الملحق رقم 2 لسايتس من أجل تبنيه في كوب 16 عام 2013.

(1) لماذا يعتقد الاتحاد الأوروبي أن الإدراج في الملحق رقم 2 لسايتس مطلوب بخصوص البوريغول؟

● يتواجد البوريغول في المياه المعتدلة لشمال الأطلسي والمحيطات الجنوبية حيث يجري استهدافها للسماكات في عمق البحار بسبب القيمة العالية للحمها وزعانفها.

● باعتباره من أصناف القرش البطيئة النمو والتي يتأخر بلوغها (خاصة المخزون في المحيطات الجنوبية) فإن البوريغول يتعرض لتهديد عالي الدرجة للاستغلال فوق المقبول من قبل السماكات.

● إن التقديرات المشتركة للمخزون في شمال الأطلسي من قبل المفوضية الدولية للمحافظة على التونا في الأطلسي (ICCAT) والمجلس الدولي لاستكشاف البحار (ICES) قد حددت درجات تاريخية ملحوظة من التندني إلى أكثر من 30% من الخط القاعدي ومعدلات حديثة ملحوظة من التندني تتجاوز 50%. والواقع أن عدة نماذج لتقدير المخزون تشير إلى تدنيات تفوق 90% بدرجة هامة، ما يؤهل لذلك لاعتبار الإدراج في الملحق رقم 1.

● إن تقديرات المخزون والبيانات الأخرى المتعلقة بهذا الاتجاه والمتوفرة بالنسبة لمخزون المحيطات الجنوبية الكائنة بشكل كبير في منأى عن الإدارة تدل على تدنيات حديثة إلى نسب بين 20 و30% من الخط القاعدي.

● إن المعايير لإدراج البوريغول في الملحق رقم 2 لسايتس متوفرة بشكل واضح وفقا للقرار رقم 9.24 Res. Conf. (راجع كوب 15).

● في حين أن بعض دول النطاق تتولى إدارة هذا الصنف ضمن مياهاها فإن السماكات الخاصة بالبوريغول لا تخضع للإدارة من قبل أي من منظمات إدارة مصائد الأسماك الإقليمية (RFMO) وليست هنالك ضمن كامل نطاقها إدارة فعالة لأي مخزون. إن السماكات في أعالي البحار، غير القانونية وغير المنظمة والتي لا تخضع لتقديم التقارير (IUU) تعرض للخطر الجهود الوطنية لإعادة بناء المخزون عبر حدود الدول.

● هنالك حاجة لعمل عالمي ملزم قانونا لتنظيم التجارة الدولية من أجل دعم الاستغلال المقبول من قبل السماكات وتمكين إنعاش استعادة المخزون المستنفد.

(2) لماذا يقوم الاتحاد الأوروبي بإعادة تقديم الاقتراح لإدراج هذا الصنف في الملحق رقم 2 لسايتس رغم رفضه في اجتماع سايتس كوب 15 عام 2010؟

- عام 2010 قامت هيئة الخبراء العائدة لمنظمة الأغذية والزراعة والاتحاد الدولي للمحافظة على الطبيعة وشبكة رصد المتاجرة بالحياة البرية وأمانة سر سايتس باعتبار أن ما يتوفر من أدلة يدعم مقترح إدراج كامل مخزون البوريغل في الملحق رقم 2 لسايتس.
- إن العديد من الفرقاء والمراقبين، بما في ذلك كندا ومصر ونيو زيلندة والنرويج ومنظمة الأغذية والزراعة، أكدوا خلال النقاش في كوب 15 أن الإدراج في الملحق رقم 2 سوف يساعد الجهود الدولية للمحافظة على سمك القرش من خلال إزالة ضغط التصيد وإتمام تدابير منظمة الإدارات الإقليمية للسماكات وتوفير بيانات هامة عن الإدارة والتصيد والاتجار.
- أثناء اجتماعات كوب 15، أكدت منظمة إدارة مصائد الأسماك الإقليمية التابعة لأمانة سر اللجنة الدولية للمحافظة على سمك التونا في الأطلسي أنه لا توجد لدى هذه المنظمة حدود مقرر لاصطياد البوريغل. وتجدد في اجتماع المفوضية الدولية للمحافظة على سمك التونا في الأطلسي في نوفمبر/تشرين الثاني عام 2012 رفض مقترحات لتحديد اصطياد البوريغل.
- رغم أنه تم منذ ذلك الوقت أن قامت هيئات السماكات الإقليمية والاتفاقية حول الأصناف المهاجرة باقتراح تجميع بعض البيانات الجديدة وإجراءات المحافظة والإدارة إلا أن كل هذه لا تنظم التجارة الدولية.
- إن الاصطياد غير المنظم وغير المأمون الآثار من مخزون البوريغل ما زال شائعا خاصة في أعالي البحار. وبالإضافة إلى أن المخزون لم يظهر بعد علامات تدل على إعادة بنائه فإن الانتعاش من خلال إجراءات إدارات السماكات الوطنية لا يزال معرضا للخطر من خلال قيام هذه السماكات غير المأمونة الآثار بتزويد التجارة الدولية بلحم البوريغل وزعانفه.

3) كيف سيختلف الاقتراح إلى كوب 16 (2013) عن ذلك الذي سبق تقديمه إلى كوب 15 (2010)؟

لقد تم تحديث المعلومات عن إدارة السماكات وأضيفت بيانات عن الصيد الجديد والإتجار كما أعيد تقييم البيانات المتوفرة عن هذا التوجه. إن المقترح الجديد يبين أن كامل المخزون تتوفر فيه المعايير وفق القرار Res. Conf 9.24 (راجع كوب 15) – ولا تحتاج أي من هذه المعايير أن يذكر بأنها "تتشابه".

4) لماذا لم يركز الاتحاد الأوروبي على إدارة سمك القرش في شمال شرق الأطلسي بدلا عن تولي المحافظة على المخزون في المحيطات الأخرى؟

- لقد اتخذ الاتحاد لأوروبي عدة إجراءات لتحسين الوضع في شمال شرق الأطلسي، أنظر السؤال رقم 7.
- إن الطلب الأوروبي للحم القرش يتزود من صادرات من كل أنحاء العالم. إن الاستهلاك المسؤول يتطلب إدارتنا في المحافظة على كل المخزون السمكي الذي يتأثر بالنشاطات اوروبية.
- لدى المستهلكين الأوروبيين طلب متزايد لمنتجات من سماكات مأمونة الآثار. إن تقرير نتائج عدم الإضرار (NDF) التي تستطيع سايتس التوصل إليها يمكن أن توفر التأكيد الذي يسعى إليه الجمهور بالنسبة للآثار المأمونة.
- إن استنفاد المخزون في شمال شرق الأطلسي يمكن أن يصبح النموذج لمناطق أخرى ما لم يتم اعتماد تنظيم للتجارة الدولية لدعم وتوسعة إجراءات إدارة السماكات المأمونة الآثار التي تم تبنيها من قبل بعض دول النطاق.

5) هل يمكن استمرار سماكات القرش والتجارة الدولية في منتجات القرش بعد إدراج صنف القرش في الملحق رقم 2، وإذا كان هذا ممكنا كيف يمكن تنظيم هذه التجارة؟

- إن الإدراج في الملحق رقم 2 لسايتس لا يحظر التعاطي في التجارة الدولية لأغراض تجارية (وحده الإدراج في الملحق رقم 1 هو الذي يؤدي إلى هذا).
- السماكات المحلية والاستهلاك المحلي لا يتأثران بأي إدراج في سايتس.
- إن نماذج الأصناف المدرجة في الملحق رقم 2 لسايتس يمكن الاتجار بها دوليا إذا كانت تجمعاتها والسماكات التي تستغلها مدارة بشكل مأمون الآثار. إن التوثيق الروتيني من قبل سايتس، بما في ذلك تقرير نتائج عدم الإضرار، تؤدي إلى السماح بمثل هذه التجارة (أنظر أيضا السؤال رقم 11).
- إذا تم إثبات أن الآثار مأمونة، يمكن للصيادين تحقيق أسعار أعلى. وهذا هو السبب في أن ترخيص السماكات قد اكتسب شعبية كبيرة.

6) لماذا لا يترك الاتحاد الأوروبي مهمة إنعاش تأهيل تجمعات القرش لهيئات إدارة السماكات والتقييدات على الصيد والإجراءات الأخرى الموجودة؟

- ما زالت عدة تجمعات من البوريغل غير خاضعة للإدارة او خاضعة جزئيا ضمن نطاقها. لقد رفضت المنظمات الإقليمية لإدارة السماكات (RFMO) تبني مقترحات لإحداث تقييد على الصيد لبعض ما يصاد من القرش في أعالي البحار بما في ذلك البوريغل.
- التجمعات المستنزفة لا تحتل الانتظار فإنعاش تجمعات القرش يتطلب عدة عقود. هنالك حاجة لتعزيز إجراءات الإدارة بالسرعة والفاعلية الممكنتين.
- إن عددا من دول النطاق ومنظمة الأغذية والزراعة والمفوضية الدولية للحفاظ على التونا في الأطلسي قد اتفقت في اجتماعات كوب 15 أن إدراج البوريغل في الملحق رقم 2 سوف يفيد المخزون لأن قواعد التجارة الدولية تكمل الإجراءات التقليدية في إدارة السماكات.

7) ما هي الإجراءات التي تم تطبيقها من قبل دول أعضاء في الاتحاد الأوروبي لإفادة تجمعات القرش؟

- لقد تبنى الاتحاد الأوروبي خطة عمل للمجموعة في ما يتعلق بأسماك القرش (CPOA) في فبراير/شباط عام 2009 وهذه تؤدي دورا ناشطا في تعزيز إجراءات الحفاظ على القرش لدى هيئات السماكات الإقليمية عبر العالم.
- منذ عام 2010 تم حظر كل السماكات التي تستهدف القرش وكذلك الصيد الجانبي للبوريغل في المنطقة الاقتصادية الخالصة للاتحاد الأوروبي (EEZ) ومياهه الشاطئية ويحظر أي صيد دولي للبوريغل بواسطة مراكب الاتحاد الأوروبي.

● وقع أعضاء الاتحاد الأوروبي على "مذكرة التفاهم حول الحفاظ على سمك القرش المهاجر" وفق الاتفاقية بخصوص الأصناف المهاجرة (CMS). ويتضمن ملحق المذكرة لائحة بسبعة أصناف من سمك القرش، بما في ذلك البوريغول. وفي سبتمبر/أيلول عام 2012 تبنى الاجتماع الأول للموقعين على هذه المذكرة خطة للحفاظ على هذه الأصناف.

● إن وعي المستهلكين في الاتحاد الأوروبي وسياسة الاتحاد الأوروبي بالنسبة للتجارة يركزان بشكل متزايد على منتجات الأسماك المأمونة الآثار؛ وإن إدراجها في الملحق رقم 2 لسائيس سوف يؤمن الاستيراد من السمكات المأمونة الآثار.

● عام 2012 قام الاتحاد الأوروبي بإدراج البوريغول في الملحق رقم 3 لسائيس من أجل تدعيم التعاون الدولي للسيطرة على التجارة بنماذج من هذا الصنف.

8) هل لن يؤدي إدراج البوريغول في الملحق رقم 2 لسائيس إلى حماية السمكات الأوروبية حيث أن أسماك القرش التي يتم صيدها والاتجار بها داخل السوق الأوروبية المشتركة لن تكون خاضعة لقيود سائيس؟

● لقد تم إغلاق كل سمكات الاتحاد الأوروبي المتخصصة بهذا الصنف (أنظر أعلاه). لذلك ليس هنالك تجارة داخلية بمنتجات قرش البوريغول الواردة من السمكات الأوروبية.

● إن التجارة الداخلية في الاتحاد الأوروبي هي بشكل رئيسي بمنتجات القرش المشتقة من مخزون خارج الاتحاد الأوروبي. إن مثل هذا الاتجار الداخلي بمنتجات مولدة خارج الاتحاد الأوروبي هو أمر شائع وخاضع لقواعد سائيس نفسها التي يخضع لها الاتجار بالأصناف الأخرى المدرجة لدى سائيس والناشئة خارج الاتحاد الأوروبي.

● لذلك لا يمكن أن يؤدي الإدراج لدى سائيس إلى إيجاد فائدة لسمكات الاتحاد الأوروبي تتميز عن السمكات العائدة لفرقاء لا ينتمون إلى سائيس التابع للاتحاد الأوروبي. إنه في الواقع سوف يميز بالفائدة فرقاء آخرين لديهم سمكات مأمونة الآثار وتستطيع تصدير منتجات البوريغول إلى الاتحاد الأوروبي.

9) هل سيحصل تضارب لإدراج البوريغول في الملحق رقم 2 لسائيس مع الحضارة الآسيوية؟

● ينشأ هذا المقترح عن القلق المتعلق بالاستهلاك التقليدي وغير المأمون الآثار للحم القرش في أوروبا. وهو لا يستهدف أي حضارة معينة أو أحد فرقاء سائيس بعينه، كما أن الاتحاد الأوروبي لا يميز ضد أي استعمالات تقليدية أخرى لمنتجات القرش. إن السمكات المحلية والاستهلاك المحلي لما يتم توريده لن يتأثرا بسائيس.

● إننا نهدف إلى تعزيز الاستخدام المأمون الآثار لتجمعات القرش وإن الصيد المأمون الآثار سوف يضمن أن منتجات القرش ستبقى متوفرة على المدى الطويل لكل من المطابخ الأوروبية والآسيوية.

10) كيف يمكن ضمان أن تكون السمكات الخاصة بالبوريغول مأمونة الآثار؟

● تملك سايتس سجلا قويا في تنظيم التجارة الدولية بالأصناف البحرية المدرجة في الملحق رقم 2 بما في ذلك سمك الحفش [الذي يُستخرج منه الكافيار] والمحار الضخم وسمك اللبروس المحذب.

● إتخاذ نتائج غير معيقة بالنسبة لأسماك القرش، ولذلك بالنسبة للبوربيغل أيضا، لا يشكل أي عائق جدي. إن عدة منشورات لمنظمة الأغذية والزراعة ولسايتس توفر إرشادات أساسية لهذا التقييم¹. ويتوقع في غالبية الحالات أن اتخاذ نتائج غير معيقة سيعتمد على تطبيق إجراءات السماكات "التقليدية" إستنادا إلى تقديرات المخزون وإجراءات الإدارة مثل الإجراءات التقنية أوضع حدود للكميات. ويبقى كل فريق حرا في تطبيق المنهجية والأدوات المكيفة مع وضعيتها المحددة.

(11) أليس صعبا التمييز بين لحم وزعانف البوربيغل وأصناف أخرى من القرش غير مدرجة أو محمية؟

● إن التعرف على أجزاء البوربيغل ومشتقاتها في التجارة ليس أكثر صعوبة من التعرف على منتجات أصناف أخرى. إن لحم البوربيغل يكاد يكون معلنا عنه دائما بسبب قيمته المرتفعة. ويتوفر الآن دليل إرشادي للتعرف على زعانف البوربيغل². وسوف تجري مراجعة تطوير دليل عياني محسن خلال الثمانية عشر شهرا بعد كوب قبل أن يصبح الإدراج نافذ المفعول.

● تتوفر فحوصات سريعة وغير مكلفة للحمض الريبي النووي (DNA) لتأكيد التعرف على البوربيغل لأغراض تطبيق النظام، حتى أن هذه التقنيات الجزيئية للإستدلال يمكن أن تميز بين مخزون شمال شرق الأطلسي والمخزون الجنوبي.

● سوف يكون من الهام استخدام رموز شفرية خاصة بسلع نماذج الأصناف وكراسات أدلة للتعرف على لحم البوربيغل وزعانفه وتحسين التتبع من السماكات إلى المستهلكين. لكن هذا ضروري أيضا لدعم الأساليب التقليدية في إدارة السماكات.

¹ - (1 روسر، أ. وهايوود، م. (بالاشتراك) (2002). الإرشادات إلى مرجعيات سايتس العلمية – لائحة مراجعة للمساعدة على اتخاذ نتائج غير معيقة لصادرات الملحق رقم 2 – ورقة عرضية لمفوضية الحفاظ على الأصناف التابعة للاتحاد الدولي للمحافظة على الطبيعة، رقم 27. 146 ص. الاتحاد الدولي للمحافظة على الطبيعة، غلاند/سويسرا وكامبردج/المملكة المتحدة. ISBN 2-8317 – 0684- X.

(2) ميوزيك، جي. أي. و بونفل، ر. (2005). تقنيات الإدارة للسماكات الخاصة بالأسماك من فئة Chondrichthyes الصفيحية الحيثوم [مثل سمك القرش] - ورقة التقنيات الخاصة بالسماكات لمنظمة الأغذية والزراعة، 9345 – 0429 Issn (FAO). Rom (FAO). 261 pp. xi + 474.

(3) سايتس (2006): تطبيق لوائح إدراج أسماك القرش العائدة لسايتس. وثيقة أعدتها مجموعة العمل الخاصة بأسماك القرش التابعة للجنة الحيوان (<http://www.cites.org/eng/com/ac/22/E22-17-2-pdf>)

(4) غارثيا نونبيز، إن. إي. (2008). إتخاذ نتائج غير معيقة للقرش – لدى غارثيا نونبيز، إن. إي. (2008): أسماك

القرش: الحفاظ عليها، صيدها والتجارة الدولية. Elaboración de dictámenes de extracción no prejudicial para Tiburones. In: GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Sharks: Conservation, Fishing and International Trade - Tiburones: conservación, pesca y comercio internacional. 236 pp. Madrid (Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino). ISBN 978-84-8320-474-0.

(5) ورشة عمل خبراء حول اتخاذ نتائج غير معيقة للقرش، كانكون/مكسيكو، 17-22 نوفمبر/تشرين الثاني، 2008.

(http://www.conabio.gob.mx/institucion/cooperacion_internacional/TallerNDF/taller_ndf.html)

² - (http://www.pewenvironment.org/uploadedFiles/PEG/Publications/Other_Resource/Shark%20Fin%20ID%20Guide%201%2024%2012.pdf)



© Doug Perrine / SeaPics.com



Propuesta de inclusión del

Marrajo sardinero en el Apéndice II **de la Convención sobre el Comercio Internacional de especies amenazadas (CITES)**

La Unión Europea y sus 27 Estados miembros - junto con Brasil, Egipto, Comoros y Croacia- han presentado una propuesta para su consideración en la XVI Conferencia de las Partes (COP 16) de CITES para incluir el marrajo sardinero (*Lamna Nasus*) en el Apéndice II de CITES. La aprobación de esta propuesta requiere una mayoría de dos tercios de las Partes de CITES presente y con derecho a voto en la COP 16.

Las poblaciones de la especie han disminuido gravemente. Los stocks atlánticos se han reducido en sus niveles históricos y recientes claramente por debajo del 30 % de su base, varios modelos de evaluación de stocks indican mermas de más del 90%. Los stocks mayoritariamente no gestionados de los océanos del Sur se han reducido recientemente por debajo del 20-30% de su base.

El marrajo sardinero y su estado en el medio silvestre

El marrajo sardinero es un depredador superior epilágico en mares boreales y templados de 2-22 °C. En el hemisferio sur su distribución forma una banda circumglobal, en hemisferio norte está distribuido en Océano Atlántico norte y en el Mediterráneo.

La UICN clasifica al marrajo sardinero como globalmente vulnerable y en peligro crítico en el Atlántico Nororiental y en el Mediterráneo.

Amenazas para el marrajo sardinero

Los marrajos sardineros son de sangre caliente, lento desarrollo y madurez tardía (hembras 13-18 años) con un período de gestación de 8-9 meses y un número reducido de crías (media de 5). Son muy vulnerables a la explotación excesiva y las poblaciones diezmadas se recuperan muy lentamente. Por lo tanto la mayor amenaza para el marrajo sardinero a escala mundial son la pesca dirigida en su mayoría no documentada para abastecer el comercio internacional de carne y aletas de tiburón y como amenaza secundaria la pesca con palangre o la pesca incidental. A falta de una gestión pesquera la captura se dirige a adultos y juveniles de todas las edades.

Históricamente el marrajo sardinero ha estado sometido a presión pesquera especialmente en el Atlántico nororiental. La UE decidió prohibir su captura y estableció una cuota cero para marrajo sardinero en 2010. La merma de los stocks en el Atlántico Nororiental podría convertirse en un precedente para otras áreas ya que la pesca no regulada y no sostenible de los stocks de marrajo sardinero está muy extendida, especialmente en alta mar y porque el marrajo sardinero es todavía más vulnerable a la explotación excesiva por su lento crecimiento y madurez tardía, su longevidad (las hembras alcanzan la madurez reproductora a los 13-18 años, los machos a los 8-11 años) y llegan a alcanzar la edad de 65 años.

El marrajo sardinero cumple los requisitos para su inclusión en el Apéndice II de CITES

El marrajo sardinero cumple los requisitos para ser incluido en el Apéndice II de CITES. Las evaluaciones de stocks describen declives históricos marcados y recientes de hasta claramente por debajo del 30% de su base para las mayores poblaciones del Atlántico. La explotación de los stocks menores en el hemisferio Sur no está gestionada en su gran mayoría y probablemente no es sostenible teniendo en cuenta la historia más conservadora de la especie en las aguas del Sur.

La especie cae bajo la categoría menos productiva de las especies más vulnerables de la FAO. Las que tienen una tasa de crecimiento de población intrínseca de <0.14 y un período de generación de >10 años.

En la CoP 15 la FAO, UICN, TRAFFIC y la Secretaría de CITES coincidieron en concluir que la evidencia sustentable la propuesta de incluir todos los stocks de marrajo sardinero en el Apéndice II. Muchas partes y observadores, incluidos Canadá, Egipto, Nueva Zelandia, Noruega y la FAO confirmaron durante el debate en la CoP 15 que la inclusión en el Apéndice II contribuiría a los esfuerzos internacionales de conservación de los tiburones reduciendo la presión pesquera, flanqueando medidas ORGP y facilitando importantes datos sobre la gestión, captura y comercio.

Durante la CoP 15 la Secretaría de la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Blanco (CICAA) confirmó que en la CICAA no existen límites de captura del marrajo sardinero. Esta situación no ha cambiado desde entonces. Si bien algunos países del área de distribución gestionan esta especie en sus aguas sigue sin existir una gestión eficaz por parte de las Organizaciones Regionales de Ordenamiento de Pesca (OROP) por lo que ningún stock es gestionado con eficacia en toda su área de distribución.

Efectos de la inclusión del marrajo sardinero en el Apéndice II de CITES

Las especies incluidas en el Apéndice II de CITES no quedan excluidas del comercio internacional. La pesca local y el consumo doméstico no se ven afectados por ninguna clasificación de CITES. Al contrario, las especies pueden seguir comercializándose a escala internacional si van acompañadas de los permisos correspondientes.

La finalidad de este sistema de permisos es que las autoridades internacionales estén en condiciones de regular el comercio con especímenes de especies a fin de evitar usos incompatibles con su supervivencia garantizando de este modo el uso sostenible de especies para las generaciones venideras.

Estos permisos requieren:

- 1) Un dictamen científico que demuestre que la exportación no redundará en detrimento de la supervivencia de la especie en cuestión (lo que puede incluir el establecimiento de cuotas máximas de captura); y
- 2) Un dictamen que demuestre la adquisición legal del espécimen. Por ejemplo marrajos sardineros capturados en aguas de la UE después de 2010 no serían considerados como adquiridos legalmente.

Si se aprueba la propuesta de inclusión en el Apéndice II se espera una reducción significativa de la presión pesquera sobre la especie, incentivar la mejora de la documentación sobre la pesca de la especie, el refuerzo de los esfuerzos internacionales por una gestión sostenible de la pesca respetando el uso histórico del tiburón y ayudando a garantizar su supervivencia en el futuro.

La aplicación no plantea dificultades extraordinarias

CITES tiene una sólida trayectoria de regulación del comercio internacional de especies marinas incluidas en el Apéndice II, entre ellas el esturión, cobo rosado y el pez Napoleón.

La identificación de las partes y derivados de marrajo sardinero en el comercio no es más difícil que para productos de otras especies. La carne de marrajo sardinero casi siempre se declara como tal debido a su elevado valor. Ya existen guías genéricas para la identificación de aletas de tiburón. Existen también tests de ADN rápidos y económicos para la identificación de marrajo sardinero a efectos judiciales.

PREGUNTAS FRECUENTES EN RELACIÓN CON LA PROPUESTA DE INCLUSIÓN DEL MARRAJO SARDINERO

El objeto del presente documento es facilitar información a las partes de CITES sobre las razones por las que se vuelve a presentar la propuesta de incluir el marrajo sardinero (*Lamna nasus*) en el Apéndice II de CITES para su aprobación en la COP 16 en 2013.

1) *La UE cree necesaria la inclusión del marrajo sardinero en el Apéndice II de CITES ¿por qué?*

- El marrajo sardinero se da en las templadas aguas del Atlántico Norte y océanos del Sur donde son objeto de pesca pelágica específica e incidental por su carne y aletas de gran valor.
- Como especies de desarrollo y madurez relativamente tardías (sobre todo en los stocks de los océanos del Sur) el marrajo sardinero es especialmente vulnerable a la explotación pesquera excesiva.
- Evaluaciones conjuntas de los stocks del Atlántico norte realizadas por ICCAT e ICES han identificado históricas dimensiones de disminución marcadas a menos del 30% de su base y declives marcados recientes que sobrepasan el 50%. De hecho varios modelos de evaluación de stocks indican disminuciones claramente por encima del 90%, cumpliendo así las condiciones para ser incluidas en el Apéndice I.
- Las evaluaciones de stocks y otros datos sobre tendencias disponibles para los océanos del Sur no gestionados indican en su mayoría disminuciones recientes en torno al 20-30% de su base.
- Se cumplen claramente los criterios para la inclusión del marrajo sardinero en el Apéndice II CITES en virtud de la Res. Conf. 9.24 (Rev.CoP15).
- Si bien algunos países del área de distribución gestionan esta especie en sus aguas, la pesca del marrajo sardinero no está gestionada por ninguna de las Organizaciones Regionales de Gestión de Pesca (ORGP) ni se gestiona con eficacia ningún stock del área. La pesca INDNR en alta mar amenaza los esfuerzos nacionales por recuperar los stocks transfronterizos.
- Se precisan acciones adicionales y legalmente vinculantes de regulación del comercio internacional para fomentar la explotación pesquera sostenible y permitir la recuperación de los stocks mermados.

2) *La UE vuelve a presentar una propuesta de inclusión de esta especie en el Apéndice II de CITES a pesar de haber sido rechazada en la CoP 15 en 2010 ¿por qué?*

- En 2010, el panel de expertos de la FAO, UICN, TRAFFIC y la Secretaría de CITES coincidieron en concluir que la evidencia sustentaba la propuesta de incluir todos los stocks de marrajo sardinero en el Apéndice II de CITES.
- Muchas Partes y observadores, incluidos Canadá, Egipto, Nueva Zelandia, Noruega y la FAO confirmaron durante el debate en la CoP 15 que la inclusión en el Apéndice II contribuiría a los esfuerzos internacionales de conservación de los tiburones reduciendo la presión pesquera, flanqueando medidas ORGP y facilitando importantes datos sobre la gestión, captura y comercio.
- La Secretaría de la Organización Regional de Ordenación pesquera de la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico (CICAA) confirmó en la CoP 15 que en la CICAA no existen límites de captura de marrajo sardinero. La conferencia regional de la CICAA de noviembre de 2012 volvió a rechazar las propuestas de limitar la captura de marrajo sardinero.
- A pesar de que organismos regionales de pesca y la Convención sobre Especies Migratorias han propuesto la recabación de algunos datos nuevos y medidas de conservación y gestión desde entonces, éstas no regulan el comercio internacional.

- La pesca no regulada y no sostenible de los stocks de marrajo sardinero sigue estando al orden del día, especialmente en alta mar. Los stocks no solo no dan muestras de recuperación todavía sino que la recuperación por medio de medidas nacionales de gestión de pesca siguen estando en peligro ya que esta pesca no sostenible suministra carne y aletas de marrajo sardinero al mercado internacional.

3) *¿En qué se distinguirá la propuesta para la . 16 (2013) de la presentada en la CoP15 (2010)?*

- Se ha actualizado la información sobre la gestión de pesca, se han sumado datos nuevos sobre capturas y comercio y se han vuelto a evaluar los datos disponibles sobre tendencias. La nueva propuesta demuestra que todos los stocks cumplen los criterios de la Res. Conf. 9.24 (Rev. CoP15) – ninguno tendría que ser incluido en la categoría de “especies similares”.

4) *¿Por qué la UE no se ha centrado en la gestión de tiburones en el Atlántico Nororiental en lugar de acometer la conservación de stocks en otros océanos?*

- La UE ha tomado varias medidas para mejorar la situación en el Atlántico nororiental, véase la pregunta 7.
- La demanda europea de carne de tiburón se abastece con exportaciones de todo el mundo. Un consumo responsable requiere nuestro compromiso en la conservación de todos los stocks afectados por las actividades europeas
- Los consumidores europeos demandan cada vez más productos de pesca sostenible. Los dictámenes de CITES certificando la ausencia de efectos perjudiciales (NDF) pueden ofrecer la garantía de sostenibilidad que requiere la opinión pública.
- El agotamiento de los stocks en el Atlántico nororiental podría convertirse en un precedente para otras áreas a no ser que se presente una regulación del mercado internacional para respaldar y ampliar las medidas de gestión de pesca sostenible aprobadas ya por algunos Estados del área de distribución.

5) *¿Podrá seguir existiendo la pesca de tiburones y la comercialización de productos de tiburón una vez que las especies de tiburones hayan sido incluidas en el Apéndice II y en caso afirmativo, cómo se puede regular este comercio?*

- La inclusión en el Apéndice II de CITES no prohíbe el comercio internacional con fines comerciales (solo la inclusión en el Apéndice I lo haría)
- La pesca local y el consumo doméstico no se ven afectados por ninguna clasificación CITES.
- Especímenes de especies incluidas en el Apéndice II pueden ser comercializadas a escala internacional si sus poblaciones y la pesca que las explota se gestionan de forma sostenible. La documentación habitual de CITES, incluidos los dictámenes NDF autorizarían este comercio (véase también la pregunta 11).
- Si la sostenibilidad está demostrada, los pescadores pueden obtener precios más elevados. Esta es la razón por la que la certificación pesquera está gozando de tanta popularidad.

6) *¿Cuál es el motivo por el cual la UE no deja en manos de los organismos de gestión de pesca, límites de captura y otras medidas existentes la tarea de la recuperación de las poblaciones de tiburones?*

- Varias poblaciones de marrajo sardinero siguen sin estar gestionadas o solo se gestionan en parte en su área de distribución. Las OROPs se han negado a aprobar propuestas de introducción de límites de captura para algunas capturas de tiburón en alta mar, incluyendo el marrajo sardinero.

- Las poblaciones mermadas no pueden esperar. La recuperación de poblaciones de tiburones tarda muchas décadas. Es preciso reforzar las medidas de gestión lo antes y más eficazmente posible.
- Varios Estados del área de distribución, la FAO e ICCAT acordaron en la CoP15 que la inclusión del marrajo sardinero en el Apéndice II beneficiaría a las poblaciones porque una regulación del comercio internacional complementa las medidas tradicionales de gestión de pesca.

7) *¿Qué medidas han aplicado los Estados miembros de la UE en beneficio de las poblaciones de tiburones?*

- La UE aprobó un Plan de Acción Comunitario (PAC) para tiburones en 2009 y desempeña un papel importante en la promoción de medidas de conservación de tiburones en los Organismos Regionales de Pesca a escala mundial.
- Desde 2010 todas las pescas dirigidas e incidentales de marrajo sardinero en la zona económica exclusiva de la UE y sus aguas costeras así como todas las capturas internacionales de marrajo sardinero por buques de la UE están prohibidas.
- Los miembros de la UE han firmado el Memorando de Entendimiento sobre la Conservación de Tiburones Migratorios bajo la Convención de Especies Migratorias (CMS). El anexo de este Memorando clasifica siete especies de tiburones, entre ellas el marrajo sardinero. En la primera reunión de los signatarios de este MdE en septiembre de 2012 se firmó un plan de conservación.
- La sensibilidad de los consumidores de la UE y la política comercial de la UE se orientan cada vez más hacia productos de pesca sostenibles; la inclusión en el Apéndice II de CITES suministrará importaciones de pesca sostenible.
- En 2012 la UE clasificó al marrajo sardinero en el Apéndice III de CITES a fin de impulsar la cooperación internacional para controlar el comercio con especímenes de esta especie.

8) *¿La inclusión del marrajo sardinero en el Apéndice II de CITES no protegería la pesca europea ya que los tiburones capturados y comercializados en el Mercado Común Europeo no estaría sujeto a las restricciones de CITES?*

- Se han prohibido todas las capturas de esta especie (véase más arriba). Por lo tanto no existe comercio interno de productos de marrajo sardinero procedente de la pesca europea.
- El comercio interno de la UE es principalmente de productos de tiburón procedentes de stocks de fuera de la UE. Este comercio interno de productos generados fuera de la UE es común y está sujeto a la misma normativa CITES como todo el resto del comercio con especies incluidas en CITES procedentes de fuera de la UE.
- Por lo tanto la inclusión en CITES no puede constituir una ventaja para la pesca de la UE frente a la pesca de las Partes no-EUCITES. De hecho favorecerá a las Partes con pesca sostenible que puedan exportar sus productos de marrajo sardinero a la UE.

9) *¿La inclusión en el Apéndice II CITES supondría una interferencia con la cultura asiática?*

- Esta propuesta se debe a la preocupación con respecto al consumo tradicional y no sostenible de carne de tiburón en Europa. En su punto de mira no está ninguna cultura específica o Parte de CITES ni la UE discrimina ninguna utilización tradicional de productos de tiburón. La pesca local y el consumo de desembarcos de capturas no se verán afectadas por CITES.
- Nuestro objetivo es promover la utilización sostenible de las poblaciones de tiburón. La pesca sostenible garantizará que los productos de tiburón sigan estando disponibles a largo plazo tanto para las cocinas europeas como asiáticas.

10) ¿Cómo se puede garantizar la sostenibilidad de las pesquerías de marrajo sardinero?

- CITES tiene una larga trayectoria en la regulación del comercio internacional con especies marinas incluidas en el Apéndice II, entre ellas el esturión, el cobo rosado y el pez Napoleón.
- La elaboración de dictámenes sobre extracciones no perjudiciales (NDF) de tiburones y por lo tanto también de marrajo sardinero no constituye ningún obstáculo serio. Varias publicaciones de la FAO y CITES ofrecen una orientación básica para esta evaluación¹. En la mayoría de los casos se espera que la elaboración de los NDF se basará en la aplicación de medidas de pesca “tradicionales” basadas en evaluaciones de stocks y medidas de gestión como el establecimiento de cuotas o medidas técnicas. Cada Parte tendrá la libertad de aplicar la metodología y los instrumentos adaptados a su situación específica.

11) ¿No resulta difícil distinguir entre las aletas y carne de marrajo sardinero y otras especies de tiburones clasificadas en CITES o no protegidas?

- La identificación de partes y derivados de marrajo sardinero en el comercio no es más difícil que en el caso de otras especies. La carne de marrajo sardinero casi siempre se declara como tal debido a su elevado valor. Ya existe una guía para la identificación de aletas de marrajo sardinero². El desarrollo de guías visuales mejoradas se revisará en el período de 18 meses posterior a la CoP antes de que la inclusión entre en vigor.
- Existen tests de ADN rápidos y económicos para confirmar la identificación de marrajo sardinero a efectos de aplicación de la ley. Estas técnicas de identificación molecular pueden distinguir incluso entre stocks del Atlántico Norte y el Sur.
- Será importante utilizar códigos de producto específicos de cada especie y guías de identificación de carne y aletas de marrajo sardinero y mejorar el seguimiento de las pesquerías hasta el consumidor pero esto también es necesario para reforzar las técnicas de gestión de pesca tradicionales.

¹ 1) ROSSER, A. & HAYWOOD, M. (Comp.)(2002): Guidance for CITES Scientific Authorities - Checklist to assist in making non-detriment findings for Appendix II exports. - Occasional Paper of the IUCN Species Survival Commission, No. 27, 146 pp. IUCN Gland/Switzerland and Cambridge/United Kingdom. ISBN 2-8317-0684-X.

2) MUSICK, J.A. & BONFIL, R. (2005): Management techniques for elasmobranch fisheries. - FAO Fisheries Technical Paper, 474, xi + 261 pp. Rom (FAO). ISSN 0429-9345.

3) CITES (2006): Implementation of CITES Shark Listings. Document prepared by the Shark Working Group of the Animals Committee. (<http://www.cites.org/eng/com/ac/22/E22-17-2.pdf>)

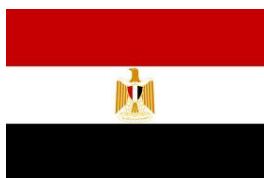
4) GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Making Non-Detriment Findings for Sharks - Elaboración de dictámenes de extracción no perjudicial para Tiburones. In: GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Sharks: Conservation, Fishing and International Trade - Tiburones: conservación, pesca y comercio internacional. 236 pp. Madrid (Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino). ISBN 978-84-8320-474-0.

5) International Expert Workshop on CITES Non-Detriment Findings, Cancun/Mexico, November 17-22 2008. (http://www.conabio.gob.mx/institucion/cooperacion_internacional/TallerNDF/taller_ndf.html)

² http://www.pewenvironment.org/uploadedFiles/PEG/Publications/Other_Resource/Shark%20Fin%20ID%20Guide%201%2024%2012.pdf



© Doug Perrine / SeaPics.com



информационный перевод

Предложение о включении сельдевых акул в Приложение II к Конвенции о международной торговле видами дикой фауны и флоры, находящимися под угрозой уничтожения (СИТЕС)

Евросоюз и его 27 государств-членов (ЕС) совместно с Бразилией, Египтом, Коморскими Островами и Хорватией подали предложение о рассмотрении на 16-й Конференции сторон СИТЕС включения сельдевых акул (*Lamna Nasus*) в Приложение II к СИТЕС. Принятие этого предложения требует двух третей голосов сторон СИТЕС, присутствующих и голосующих на 16-й Конференции.

Запас популяции этого вида существенно снизился. Запас атлантической популяции как за длительный период, так и за последние годы снизился и достиг отметки ниже 30% от исходного уровня. По ряду моделей оценки запаса популяции этот показатель составляет более 90%. Запас популяции в Южном океане, который, в основном, не контролируется, за последнее время снизился до уровня 20–30% от исходного.

Сельдевые акулы и их положение в дикой природе

Сельдевая акула – пелагический высший хищник, обитающий в умеренно-холодных и умеренных морских водах с температурами от 2 до 22 °С. В южном полушарии она обитает в одной полосе широт; в северном полушарии распространена на севере Атлантического океана и в Средиземном море.

Международный союз охраны природы описывает сельдевых акул как вид «в уязвимом положении» во всем мире и как вид «в критической опасности исчезновения» в северо-восточной Атлантике и Средиземном море.

В чем заключается угроза для сельдевых акул

Сельдевые акулы – теплокровные, медленно растущие, поздно созревающие (самки - к 13-18 годам) животные с периодом беременности 8-9 месяцев и небольшим пометом (в среднем 5 детенышей). Вид в чрезвычайной степени подвержен перелову, а истощенная популяция восстанавливается крайне медленно. Поэтому главной опасностью для сельдевых акул во всем мире является, во-первых, разрушительный и, в основном, никак не документируемый прицельный лов в целях поставки мяса и плавников на международный рынок, а во-вторых – ярусный и побочный лов. В связи с отсутствием механизмов контроля объектами лова становятся взрослые особи и молодежь всех возрастов.

В течение долгого времени сельдевые акулы испытывали промысловую нагрузку, и особенно это касается северо-восточной Атлантики. ЕС принял решение о прекращении промысла и в 2010 году установил нулевую квоту на лов сельдевых акул. Истощение популяции, произошедшее в северо-восточной Атлантике, может повториться в других регионах именно вследствие широкого распространения нерегулируемого и разрушительного лова, в особенности, в открытом море. Другой причиной может стать тот факт, что запасы сельдевых акул в Южном океане в большей степени подвержены перелову вследствие медленного роста особей и их позднего созревания (самки достигают репродуктивного возраста к 13-18 годам, а самцы - к 8-11 годам) и более высокой продолжительности жизни, которая составляет до 65 лет.

Сельдевые акулы соответствуют требованиям к внесению в Приложение II к СИТЕС

Сельдевые акулы удовлетворяют критериям включения в Приложение II к СИТЕС. Оценки запаса по основным атлантическим популяциям за длительный период говорят о существенном снижении, а за последние годы – о снижении до уровня значительно ниже 30% от исходного. Промысел меньших популяций в океанах южного полушария практически не контролируется; учитывая более консервативный жизненный цикл этого вида в южных водах, устойчивость промысла представляется маловероятной. Этот вид относится к самой низкопроизводительной категории ФАО наиболее уязвимых видов, когда прирост популяции составляет <0.14, а период воспроизводства превышает десять лет.

На 15-й конференции сторон все органы – Совет экспертов ФАО, Международный союз охраны природы, ТРАФФИК и Секретариат СИТЕС – признали наличие веских аргументов в пользу предложения о внесении всего запаса популяции сельдевых акул в Приложение II. В ходе дебатов на 15-й Конференции многие стороны и наблюдатели, включая Канаду, Египет, Новую Зеландию, Норвегию и ФАО, подтвердили, что включение сельдевых акул в Приложение II укрепит международные усилия по сохранению вида путем сокращения промысловой нагрузки, проведения мероприятий, поддерживающих меры РОУР, и предоставления важных данных о контроле, добыче и торговле.

На 15-й Конференции сторон Секретариат Международной комиссии по сохранению атлантических тунцов региональных организаций по управлению рыболовством (ИККАТ) подтвердил, что в рамках регулирования ИККАТ отсутствуют ограничения на промысел сельдевых акул. С тех пор ситуация не изменилась. Хотя некоторые страны ареала осуществляют контроль этого вида в своих водах, лов сельдевых акул не подконтролен никаким региональным организациям по управлению рыболовством (РОУР); также не существует эффективного контроля запаса популяции в рамках ее ареала.

Последствия включения сельдевых акул в Приложение II к СИТЕС

Международная торговля видами, внесенными в Приложение II к СИТЕС, не запрещена. Местное рыболовство и потребление на внутреннем рынке не попадает под действие списков СИТЕС. При наличии соответствующих разрешений продажа видов на международном рынке будет возможна и впредь. Цель системы разрешений – предоставить международным органам возможность регулирования торговли представителями видов, чтобы таким образом избежать ведущего к вымиранию видов промысла и тем самым обеспечить устойчивый промысел будущим поколениям.

Для получения такого разрешения требуется:

- 1) научное заключение о том, что экспорт не наносит ущерб выживанию данного вида (для этого может потребоваться введение квот вылова)
- 2) заключение о том, что представитель вида был полученным законным путем. Например, сельдевые акулы, выловленные в водах ЕС после 2010 года, не являются полученными законным путем.

Одобрение предложения о включении сельдевых акул в Приложение II послужит существенному сокращению промысловой нагрузки на вид, стимулированию усовершенствованной отчетности по лову, поддержке международных усилий в сфере контроля устойчивого рыболовства, не нарушая при этом традицию промысла акул и помогая обеспечить их выживание в будущем.

Реализация не накладывает серьезных ограничений

СИТЕС располагает большим опытом успешного регулирования международной торговли морскими видами, внесенными в Приложение II, включая осетровые, стромбуса и рыбу-наполеон.

Идентифицировать продаваемые на рынке части и производные продукты сельдевых акул не сложнее, чем продукты любого другого вида. Мясо сельдевых акул практически всегда декларируется как таковое, поскольку оно высоко ценится. Уже имеются общие руководства по идентификации плавников сельдевых акул. Существуют быстрые и недорогие тесты ДНК, позволяющие безошибочно идентифицировать сельдевых акул в правоприменительных целях.

Информационный перевод

ПРЕДЛОЖЕНИЕ О ВКЛЮЧЕНИИ СЕЛЬДЕВЫХ АКУЛ В СПИСКИ СИТЕС: ЧАСТО ЗАДАВАЕМЫЕ ВОПРОСЫ

Цель настоящего документа – предоставить сторонам СИТЕС информацию о причинах повторной подачи предложения о включении сельдевых акул (*Lamna nasus*) в Приложение II к СИТЕС для его принятия на 16-й Конференции сторон в 2013 году.

1) Почему ЕС считает, что сельдевые акулы должны быть внесены в Приложение II к СИТЕС?

- Сельдевые акулы обитают в водах умеренного пояса Северной Атлантики и Южного океана, где из-за ценных плавников и мяса они становятся объектом прицельного или побочного пелагического промысла.
- Сельдевая акула является относительно медленно растущим и поздно созревающим видом (в особенности, в Южном океане) и поэтому ее запасы чрезвычайно подвержены перелову.
- По оценкам, совместно проведенным ИККАТ и ИКЕС, запас популяции в северной Атлантике за длительный период значительно снизился до уровня ниже 30% от исходного, а за последние годы – более чем на 50%. Более того, по некоторым моделям оценки запаса популяции показатели существенно превышают 90%, что дает право на рассмотрение включения вида в Приложение I.
- Результаты оценок запаса популяции и другие данные о динамике ее развития в Южном океане, где запас популяции, в основном, не контролируется, говорят о снижении за последние годы до уровня 20–30% от исходного.
- Критерии внесения сельдевых акул в Приложение II к СИТЕС, перечисленные в Резолюции конференции 9.24 (в версии, принятой на 15-й Конференции сторон), явно выполнены.
- Хотя некоторые страны ареала контролируют этот вид в своих водах, промысел сельдевых акул не подконтролен никаким региональным организациям по управлению рыболовством (РОУР); также не существует эффективного контроля запаса популяции в рамках ее ареала. Нелегальный, неконтролируемый и неподотчетный промысел в открытом море ставит под угрозу усилия разных стран по восстановлению общего запаса популяции.
- Для поддержания устойчивого промысла и восстановления исчерпанного запаса популяции необходимы дополнительные и юридически обязательные глобальные меры по регулированию международной торговли.

2) Почему ЕС повторно подает предложение о внесении этого вида в Приложение II к СИТЕС несмотря на то, что оно уже было отклонено на 15-й Конференции сторон в 2010 году?

- В 2010 году все органы – Совет экспертов ФАО, Международный союз охраны природы, ТРАФФИК и Секретариат СИТЕС – признали наличие веских аргументов в пользу предложения о внесении всего запаса популяции сельдевых акул в Приложение II к СИТЕС.
- В ходе дебатов на 15-й Конференции многие стороны и наблюдатели, включая Канаду, Египет, Новую Зеландию, Норвегию и ФАО, подтвердили, что включение сельдевых акул в Приложение II укрепит международные усилия по сохранению вида путем сокращения промысловой нагрузки, проведения мероприятий,

поддерживающих меры РОУР, и предоставления важных данных о контроле, добыче и торговле.

- На 15-й Конференции сторон Секретариат Международной комиссии по сохранению атлантических тунцов региональных организаций по управлению рыболовством (ИККАТ) подтвердил, что в рамках регулирования ИККАТ отсутствуют ограничения на промысел сельдевых акул. На сессии ИККАТ в ноябре 2012 года предложения по ограничению лова сельдевых акул были вновь отклонены.
- Хотя за истекшее время региональными рыболовными организациями и Боннской конвенцией были предложены некоторые новые меры по сбору данных, сохранению и контролю вида, они не регулируют международную торговлю.
- Неконтролируемый и разрушительный лов сельдевых акул до сих пор широко распространен, в особенности, в открытом море. В настоящее время не только отсутствуют признаки восстановления запасов популяции; под угрозой все еще находится даже восстановление за счет проводимых отдельными странами мероприятий по контролю рыбного промысла, поскольку в результате разрушительного рыболовства мясо и плавники сельдевых акул поставляются на международный рынок.

3) Чем отличается предложение, подаваемое на 16-й Конференции сторон в 2013 году, от предложения, поданного на 15-й Конференции сторон в 2010 году?

- Предоставлена новая информация о контроле рыбного промысла, добавлены новые данные о промысле и торговле, а также произведена переоценка имеющихся данных о динамике развития запасов популяции. Из нового предложения следует, что все популяции удовлетворяют условиям, перечисленным в Резолюции конференции 9.24 (в версии, принятой на 15-й Конференции сторон), и нет необходимости в двойном учете в списках.

4) Почему ЕС не акцентирует внимание на контроле акул в северо-восточной Атлантике, а вместо этого занимается сохранением популяции в других океанах?

- ЕС провел ряд мер по улучшению ситуации в северо-восточной Атлантике, см. пункт 7.
- Потребности Европы в мясе акул обеспечиваются за счет общемирового экспорта. Ответственное потребление требует от нас участия в сохранении всех запасов популяции, на которые влияют и события в Европе.
- Потребность европейских потребителей в продуктах устойчивого рыболовства постоянно растет. Положения СИТЕС о ненанесении ущерба станут гарантией устойчивого развития, которого требует потребитель.
- Истощение популяции, произошедшее в северо-восточной Атлантике, может повториться в других регионах, если не будет введен контроль международной торговли в целях поддержания и развития мер по созданию устойчивого рыболовства, которые уже были приняты некоторыми странами ареала.

5) Возможен ли дальнейший промысел акул и международная торговля мясом акул и продуктами из акулы после внесения Приложение II? Если да, то каковы возможности регулирования торговли?

- Включение в приложение II к СИТЕС не запрещает международную торговлю в коммерческих целях (ее запрещает только включение в Приложение I).
- Местный рыбный промысел и потребление его продуктов на внутреннем рынке не попадает под действие списков СИТЕС.
- Особи, относящиеся к видам, перечисленным в Приложении II к СИТЕС, могут продаваться на международном рынке при условии устойчивого контроля

популяции и промысла. В соответствии с документами СИТЕС, включая положения об отсутствии вреда, такая торговля допускается (см. также пункт 11).

- Наличие доказательств устойчивого хозяйствования позволяет рыбакам получить более высокую прибыль, поэтому сертификация рыбного промысла приобрела такую популярность.

6) Почему ЕС не оставляет задачу восполнения популяции акул на усмотрение контролирующих рыболовство органов, не рассматривает ее как сферу действия соответствующих законодательных актов и прочих существующих мер?

- Ряд популяций сельдевых акул до сих пор не контролируется или же контролируется лишь частично в рамках их ареала. РОУР отказались принимать предложения по вводу ограничений на лов определенных видов акул, включая сельдевых акул, в открытом море.
- Истощенные популяции не могут ждать. Восстановление популяций акул может занять многие десятилетия. Необходимо усилить меры контроля, причем в максимально допустимом темпе.
- На 15-й Конференции сторон некоторые страны ареала, ФАО и ИККАТ договорились о том, что внесение сельдевых акул в Приложение II позволит увеличить запас популяции, поскольку контроль международной торговли дополнит традиционные мероприятия по контролю рыбного лова.

7) Какие мероприятия были реализованы странами-членами ЕС в целях повышения популяции акул?

- В феврале 2009 года ЕС принял План действий Сообщества в отношении акул. Также ЕС активно участвует в продвижении мер по сохранению акул в региональных рыболовных организациях во всем мире.
- С 2010 года полностью запрещены прицельный и побочный лов сельдевых акул в Исключительной экономической зоне ЕС и в прибрежных водах, а также международный промысел акул судами ЕС.
- В рамках Боннской конвенции члены ЕС подписали Меморандум о взаимопонимании по охране мигрирующих акул. В приложении к Меморандуму перечислены семь видов акул, включая сельдевых акул. План сохранения был принят на первой встрече сторон настоящего Меморандума в сентябре 2012 года.
- Сознательные европейские потребители и торговая политика ЕС делают все большее акцент на устойчивости рыбного производства; включение сельдевых акул в Приложение II к СИТЕС обеспечит поставку продуктов устойчивого рыболовства.
- В 2012 году ЕС включил сельдевых акул в Приложение III к СИТЕС в целях развития международного сотрудничества в сфере контроля торговли представителями этого вида.

8) Не послужит ли включение сельдевых акул в Приложение II к СИТЕС защите европейского промысла, ведь акулы, вылавливаемые и продаваемые в рамках Общего рынка, не будут попадать под ограничения СИТЕС?

- Промысел этого вида в ЕС уже полностью прекращен (см. выше). Таким образом, не существует внутренней торговли продуктами из сельдевых акул европейского происхождения.
- На внутриевропейском рынке продаются, в основном, мясо акулы и продукты из акулы, происходящие из популяций за пределами ЕС. Торговля на внутреннем рынке продуктами неевропейского происхождения является стандартной и подчиняется тем же правилам СИТЕС, что и вся прочая торговля видами, включенными в списки СИТЕС и поставляемыми в ЕС извне.

- Таким образом, внесение вида в список СИТЕС не создаст никаких преимуществ для рыболовства в ЕС по сравнению с рыболовством в странах, которые являются участниками СИТЕС, но не являются членами ЕС. Более того, это поможет другим сторонам с устойчивым рыболовством экспортировать продукты сельдевых акул в ЕС.

9) Не противоречит ли внесение сельдевых акул в Приложение II к СИТЕС азиатским традициям?

- Настоящее предложение возникло как следствие европейской обеспокоенности традиционным и разрушительным потреблением мяса акулы. Предложение не направлено против культуры какой-либо конкретной страны-участницы СИТЕС. ЕС также не выступает против любого другого традиционного использования мяса акулы и продуктов из нее. Местный рыбный промысел и потребление его продуктов на внутреннем рынке не попадает под действие СИТЕС.
- Наша цель – поддержание устойчивого промысла акул. Устойчивый промысел станет долгосрочной гарантией доступности мяса акул как для европейской, так и для азиатской кухни.

10) Как можно обеспечить устойчивость промысла сельдевых акул?

- СИТЕС накоплен большой опыт успешного регулирования международной торговли морскими видами, внесенными в Приложение II, включая осетровые, стромбуса и рыбу-наполеон.
- Соблюдение положений об отсутствии ущерба для акул, а, следовательно, и для сельдевых акул, не является сложным. Ряд публикаций ФАО и СИТЕС содержат руководства по проведению соответствующей оценки.¹ В большинстве случаев предполагается, что соблюдение положений об отсутствии ущерба будет основано на реализации как «традиционных» промысловых мер, во многом состоящих из таких оценочных и контрольных мероприятий, как введение квот, так и на технических мерах. Каждая сторона свободна в выборе методологии и средств, уместных в конкретных условиях.

11) Разве не сложно отличить плавники и мясо сельдевых акул от плавников и мяса других включенных или не включенных в списки СИТЕС видов акул?

- Идентифицировать продаваемые на рынке части и производные продукты сельдевых акул не сложнее, чем продукты любого другого вида. Мясо сельдевых акул практически всегда декларируется как таковое, поскольку оно высоко ценится. Уже имеется руководство по идентификации плавников сельдевых акул²**Fehler!**

¹ 1) ROSSER, A. & HAYWOOD, M. (Comp.)(2002): Guidance for CITES Scientific Authorities - Checklist to assist in making non-detriment findings for Appendix II exports. - Occasional Paper of the IUCN Species Survival Commission, No. 27, 146 pp. IUCN Gland/Switzerland and Cambridge/United Kingdom. ISBN 2-8317-0684-X.

2) MUSICK, J.A. & BONFIL, R. (2005): Management techniques for elasmobranch fisheries. - FAO Fisheries Technical Paper, 474, xi + 261 pp. Rom (FAO). ISSN 0429-9345.

3) CITES (2006): Implementation of CITES Shark Listings. Document prepared by the Shark Working Group of the Animals Committee. (<http://www.cites.org/eng/com/ac/22/E22-17-2.pdf>)

4) GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Making Non-Detriment Findings for Sharks - Elaboración de dictámenes de extracción no prejudicial para Tiburones. In: GARCÍA NÚÑEZ, N.E. (2008): Sharks: Conservation, Fishing and International Trade - Tiburones: conservación, pesca y comercio internacional. 236 pp. Madrid (Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino). ISBN 978-84-8320-474-0.

5) International Expert Workshop on CITES Non-Detriment Findings, Cancun/Mexico, November 17-22 2008. (http://www.conabio.gob.mx/institucion/cooperacion_internacional/TallerNDF/taller_ndf.html)

²http://www.pewenvironment.org/uploadedFiles/PEG/Publications/Other_Resource/Shark%20Fin%20ID%20Guide%201%2024%2012.pdf

Hyperlink-Referenz ungültig. Усовершенствованное руководство по визуальной идентификации будет создано в течение 18 месяцев по окончании конференции сторон до вступления списков в силу.

- Существуют быстрые и недорогие тесты ДНК, позволяющие безошибочно идентифицировать сельдевых акул в правоприменительных целях. Данный метод молекулярной идентификации позволяет даже отличить североатлантические популяции от южноокеанских.
- Важными факторами станут использование статистических номеров товара для конкретных видов и руководства по идентификации плавников и мяса сельдевых акул, а также улучшение системы отслеживания источника рыболовства, из которого продукт поступает к потребителю. Данные мероприятия также необходимы и для поддержания традиционных мер контроля рыбного промысла.